

MICHEL de KERDOUR
 Plus de 28 ans d'expérience
 • Peintures et sculptures d'artistes canadiens et internationaux
 • Expertise et évaluation
 • Restauration, tableaux et cadres.
 4, Place Québec 522-4341
 A la porte du Hilton

LE SOLEIL

TÔLE ÉMAILLÉE
TOLBEC
 1780, route de l'Aéroport, Ste-Foy
 (418) 872-3738

SAMEDI 13 MAI 1989

QUÉBEC, 93^e ANNÉE, NO 134
 132 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLEAU

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$
 MONTRÉAL ÎLES DE LA MADELEINE GASPÉ RIVIÈRE-AU-RENARD-PERCE ABITIBI 1,40\$

1,25\$

LE QUÉBEC

Yvon Charbonneau remplace Victor Goldbloom

Yvon Charbonneau remplacera Victor Goldbloom comme président de l'enquête du BAPE sur l'élimination des déchets dangereux au Québec. **A-8**

Garderies : le mot d'ordre de fermeture est maintenu

Les garderies sans but lucratif du Québec maintiennent leur mot d'ordre de fermeture des établissements, mardi, et de démission des conseils d'administration. **A-9**

LA RÉGION

Les goélands polluent les battures de Beauport

Les gens ne pourront se baigner sur la plage des battures de Beauport dès l'été 92, à moins qu'on trouve un moyen de se débarrasser des goélands qui l'habitent. **A-3**

LE MONDE

L'Église du Panama critique le régime du général Noriega

L'Église catholique panaméenne s'est livrée hier à une virulente attaque contre le gouvernement du général Noriega, mettant en doute sa légitimité. **A-19**

L'ÉCONOMIE

Bill et Russell Bennett acquittés d'un délit d'initié

Accusés d'avoir vendu des actions avec profit grâce à des renseignements inconnus du public, Bill et Russell Bennett ont été acquittés d'un délit d'initié. **B-1**

LES ARTS

Dans les coulisses de « l'Avare »

Le Trident recréera, le 19 septembre, « l'Avare » de Molière. LE SOLEIL propose un compte rendu d'une séance exploratoire du texte. **F-1**

LE SPORT

Canadien : après la victoire, une histoire de moeurs

La victoire du Canadien sur les Flyers est assombrie par la publication dans La Presse d'une nouvelle histoire de moeurs dans laquelle trois joueurs seraient impliqués. **S-2**

L'INDEX

Local et régional	A-3 à A-6
Le Québec	A-7 à A-10
Le Canada	A-11 et A-12
Le Monde	A-18 à A-23

Annonces classées	G-10 à G-15
Arts	Cahier F
Bandes dessinées	S-15
Bonne chère	Cahier C
Bridge	G-14
Carrières	G-1 à G-9
Décès	G-15 à G-17
Dossiers	B-7 à B-9
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	B-10
Fauilleton	G-13
Habitat	Cahier E
Horoscope	E-23
Mots croisés	G-15
Mot fléché	G-14
Mot mystère	G-14
Où aller à Québec	F-12
Patron	G-15
Tourisme	Cahier D

LA MÉTÉO

Nuageux avec averses dispersées. Brumeux en matinée. Maximum : 11 à 14. Vents modérés par moments. Demain : nuageux avec averses dispersées. **S-16**

Sondage IQOP sur les intentions de vote à la mairie de Québec Bertrand se dirige vers un triomphe

Si des élections municipales avaient été tenues à la mairie de Québec, il y a trois jours, M. Jean-Paul L'Allier, chef du Rassemblement populaire de Québec, aurait encore perdu du terrain sur M. Jean-François Bertrand, qui aurait remporté 75,7 % des suffrages.

par MARCEL COLLARD
 LE SOLEIL

Par contre, selon les résultats du sondage IQOP commandé par LE SOLEIL, M. L'Allier au-

rait pu devenir maire de Québec, s'il avait eu à affronter l'un ou l'autre des actuels conseillers du Progrès civique, M. François Marchand ou M. André Forgues.

Dans un premier scénario,

M. Marchand aurait reçu 38,9 % des voix et M. L'Allier, 51,8 %. Dans le second, M. L'Allier aurait obtenu 49,8 % des votes et M. Forgues, 40,7 %.

Dans ces deux cas, le taux des indécis et de ceux qui ne répondent pas excède 40 %.

Un nouveau chef du PC

Précisons que la firme IQOP a fait les téléphones du sondage, mercredi, deux jours

après l'annonce de la décision de M. Jean Pelletier de ne pas solliciter un quatrième mandat à la mairie de Québec, et 24 heures avant que l'ex-ministre Bertrand n'ait confirmé son intention de soumettre sa candidature au comité chargé de trouver un successeur au maire.

Dans le choix à la direction du Progrès civique, M. Bertrand part en tête devant d'éventuels candidats moins connus, com-

me le conseiller Marchand. Il devance même largement M. Forgues, dont le nom revient pourtant plus souvent dans l'actualité en raison surtout de ses fonctions comme président de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec.

Précisons que MM. Marchand et Forgues ont reçu res-

Suite A-2, Sondage...

Bourassa offre \$26.5 millions de plus aux infirmières

Le premier ministre du Québec Robert Bourassa a annoncé hier de nouvelles offres aux infirmières. Elles impliquent un coût additionnel de \$26.5 millions pour l'État.

LE SOLEIL ET PC

À son arrivée à l'Hôtel-Dieu d'Amos dans le cadre d'une tournée régionale, M. Bourassa s'est dirigé vers un groupe d'une cinquantaine d'infirmières qui manifestaient, à l'entrée de l'établissement, contre la lenteur des négociations pour le renouvellement de leur contrat de travail.

« Ce matin, on dépose de nouvelles offres sur la valorisation et l'organisation du travail. Vos représentations sont légitimes et raisonnables », a dit M. Bourassa après avoir embrassé une des manifestantes, ce qui a désarmé les protestataires et adouci le ton.

« C'est un effort du gouvernement pour régler le problème. On devrait pouvoir s'entendre, comme on a réussi à le faire la dernière fois », a dit le premier ministre.

« Je suis heureux que le gouvernement mette fin à l'exportation d'énergie des infirmières », a répliqué leur représentant local, un infirmier, Jean-Charles Perron.

Les offres nouvelles du gou-

vernement, selon un document remis à la presse, comprennent une hausse de 2,8 à 4,0 % de la prime de soir, ce qui veut dire en moyenne \$0.64 l'heure au lieu de \$0.44. Il y a également introduction d'une nouvelle prime de fin de semaine représentant 4 % du salaire. Le gouvernement propose d'autre part de doubler la prime de nuit qui passera de 5 à 10 %.

On prévoit consulter obligatoirement les infirmières dans certaines situations relatives à l'organisation du travail : création ou abolition de postes, adoption d'instruments de mesure de charge de travail, informatisation des soins infirmiers, etc.

L'offre, croit le gouvernement, représente une importante amélioration au niveau des inconvénients reliés au travail de soir, de nuit et de fin de semaine. « Les infirmières doivent abandonner leurs trop nombreuses demandes accessoires et accepter l'offre patronale », mentionne le document gouvernemental.

Suite A-2, Infirmières...



Durant leur séjour aux États-Unis, les Bergeron ont habité Rye, en banlieue de New York.

Bye, bye New York : Bergeron revient à ses premières amours

NEW YORK — Fier, tenace, orgueilleux, Michel Bergeron souhaitait terminer son oeuvre chez les Rangers de New York. Le directeur général Phil Esposito en ayant décidé autrement, il a vite sauté sur l'offre des Nordiques en détresse par suite du désistement de Jean Perron.

par MAURICE DUMAS
 LE SOLEIL

Après un séjour de deux ans dans la métropole américaine, il revient donc à ses premières amours dans la Ligue na-

tionale, à l'équipe qui lui a permis de se bâtir une bonne renommée comme entraîneur, de 1980 à 1987.

Terrassé par son congédiement à New York le 1er avril, il est vite retombé sur ses patates. Il n'a pas attendu que des débouchés se créent ailleurs.

Suite A-2, Bergeron...

Ottawa ferme 125 postes-frontières au pétrole américain

OTTAWA — Ottawa fermera 125 de ses 175 postes-frontières à l'importation de pétrole américain. Les inspecteurs seront concentrés dans les 50 postes-frontières restants dans l'espoir de mettre un terme à l'importation de combustible contaminé.

par MARIE TISON
 de la Presse canadienne

« Il est difficile de contrôler to-

talement 175 postes-frontières », a expliqué le ministre de l'Environnement, M. Lucien Bouchard, à l'issue d'une rencontre, hier matin, avec les mi-

nistres de l'Environnement du Québec et de l'Ontario, Lise Bacon et Jim Bradley, ainsi qu'avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social Perrin Beatty.

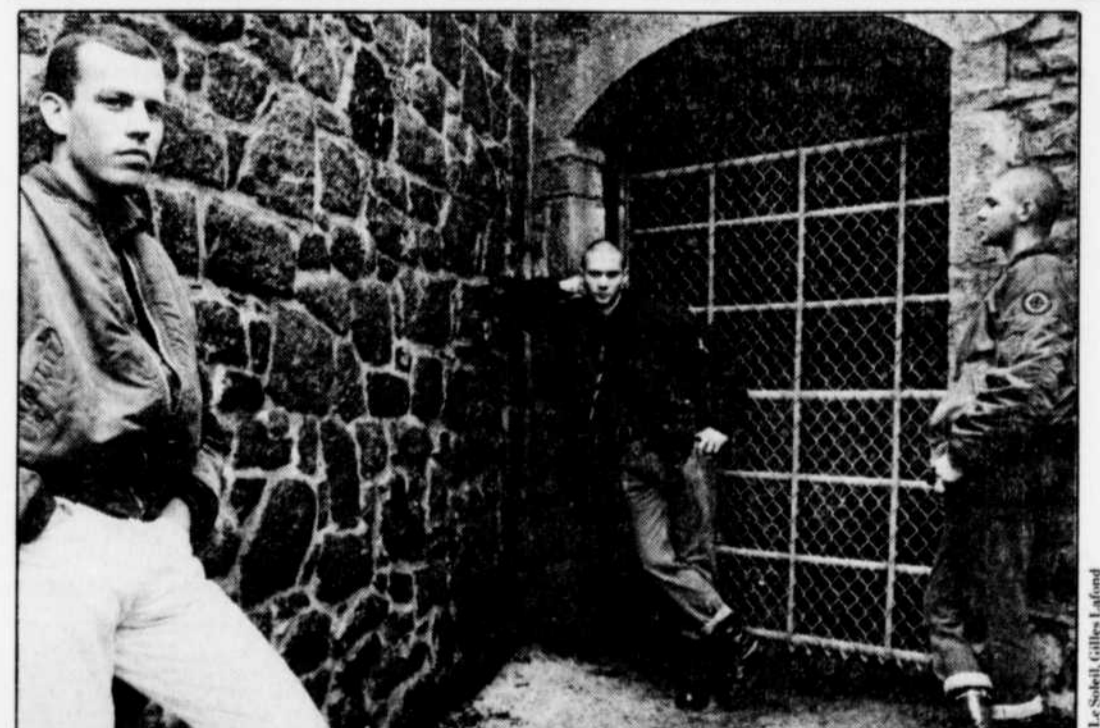
A cette occasion, le gouvernement fédéral a soumis aux ministres provinciaux un plan d'action visant à contrer le trafic de combustible contaminé.

Outre la fermeture de 125 postes-frontières à l'importation de pétrole américain, le ministre Bouchard a proposé l'ouverture d'une enquête criminelle complète sur cette question, dirigée par la Gendarmerie royale du Canada, avec la collaboration des corps policiers du Québec et de l'Ontario, du FBI (Federal Bureau of Investiga-

tion), de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement et des ministères concernés.

M. Bouchard a également annoncé que son ministère embaucherait davantage d'inspecteurs, et que le ministère fédéral de la Consommation et des

Suite A-2, Pétrole...



La violence, c'est l'affaire de gangs rivaux. Les Skins ne s'en prennent pas au monde ordinaire, soutiennent Rex, Vik et Bopar.

Les Skins : « L'homme torturé, c'était pas nous »

« O'Brien, on ne le connaît pas. Cauchon, c'est une sale vermine de punk. En se déclarant skin, O'Brien a sali notre image à Québec. »

par MONIQUE GIGUÈRE
 LE SOLEIL

Rex, de son nom de skin, n'apprécie pas que l'agression dont a été victime, il y a deux semaines, un quadragénaire du quartier Saint-Sauveur, M. Jean-Louis Bédard, passe sur le dos des Skinheads. « La violence gratuite, c'est vraiment pas notre fort », affirme-t-il flanqué de Vik et de Bopar, ses deux acolytes, lors d'une entrevue que les trois accordaient au SOLEIL en exclusivité dimanche dernier, 11 jours après l'affaire O'Brien-Cauchon. « La violence à Québec, c'est surtout

le fait de gangs rivaux, insiste Rex. Les skins ne s'en prennent pas à des individus inoffensifs. »

C'est rendu, enchaîne Vik, que tout le monde nous regarde comme si on était pour les ligoter à une chaise, les brûler avec des mégots allumés et leur verser de la cire chaude sur la peau. « C'est pas demain qu'un vrai skin va aller se masturber devant un autre homme », ajoute-t-il indigné. L'incident de Saint-Sauveur, Rex, Vik et Bopar aiment le comparer au cas du policier accusé d'avoir battu sa femme. « C'est peut-être 5 %

Suite A-2, Skinheads...

<p>DÉPÔTS GARANTIS</p> <p>11 1/2% 1 AN INTÉRÊT ANNUEL</p> <p>11 5/8% 15 mois INTÉRÊT à l'échéance</p> <p>11 1/4% 2 ANS INTÉRÊT ANNUEL</p>	<p>OFFRE SPÉCIALE</p> <p>1/8% sur tout dépôt garanti de 1 an et plus quand vous faites verser les intérêts dans un compte d'épargne au Trust Général.</p> <p>Offre en vigueur jusqu'au 30 juin 1989. Ces taux sont non cumulatifs et ne peuvent s'ajouter à d'autres taux préférentiels.</p>	<p>PRÊT HYPOTHÉCAIRE</p> <p>À partir de</p> <p>12 1/2%</p>	<p>BÉNÉFICES PLUS COMPTE ÉPARGNE-CHEQUES</p> <p>Jusqu'à</p> <p>11 36%</p> <p>100 000 \$ et plus</p> <p>Participez à notre tirage d'un lecteur de disques compacts Sony (modèle CSP-MC2)</p>	<p>Sillery: 1354 Magure 681-8782</p> <p>Québec: Place Fleur de Lys 522-4618</p> <p>Ste-Foy: Place de la Cité 652-7000</p> <p>Lévis: Les Galeries Chagnon 833-4450</p>	<p>ENRICHISSEZ VOS PLACEMENTS!</p> <p>TAUX SUJETS À CONFIRMATION</p> <p>TRUST GÉNÉRAL</p>
---	---	--	---	---	---

Suites de la première page

Sondage...

pectivement 6.7 et 6.5 % des faveurs à la direction du parti.

M. Bertrand fait cavalier seul puisqu'il est le plus populaire dans les quatre secteurs, conservant les faveurs de 81.9 % des répondants. Il obtient 76.1 % des appuis dans la Haute-Ville, 75.8 % dans la Basse-Ville, 80.2 % dans Limoilou et 93.4 % dans le secteur des Rivières (comprenant les quartiers Duberger, les Saules, Neufchâtel et Charlesbourg-Ouest).

À la mairie

Si on fie aux sondages précédents, qu'il avait lui-même financés, M. Bertrand accentue son avance sur M. L'Allier. De juin 1988, à janvier 1989, ses appuis sont passés de 65 à 72 %, pour atteindre 75.7 %, le 10 mai.

À l'inverse, M. L'Allier semble nettement en perte de vitesse. Parti avec 35 % des intentions de vote en juin 1988, M. L'Allier est tombé à 28 % à la mi-janvier dernier et à 21.7 % cette semaine.

M. L'Allier bénéficie de ses meilleurs appuis à la Haute-Ville, soit 44.3 %.

Pour sa part, M. Bertrand a l'avantage partout, avec une moyenne de 75.7 %. Il domine avec 86.4 % dans le secteur des Rivières et 84.9 % dans Limoilou, où le Rassemblement populaire trouve traditionnellement de solides appuis. Dans la Basse-Ville, il reçoit 71.8 %. Enfin, à la Haute-Ville, il devance M. L'Allier avec 54.5 %.

Les intentions de vote à la mairie pour M. L'Allier vont en croissant avec le nombre d'années de scolarité. Elles vont de 6.8 % chez les personnes qui ont un cours primaire, 10.9 % un cours secondaire, 25.3 % une formation collégiale et 46.1 % des études universitaires.

C'est la tendance contraire dans le cas de M. Bertrand, dont 91 % des appuis ont un cours primaire, 85.4 % un cours secondaire, 71.5 % un cours collégial et 53.9 % une formation universitaire.

Précisons enfin que M. Bertrand est plus populaire auprès des hommes que des femmes et que ses appuis augmentent avec l'accroissement en âge des répondants.

Méthodologie du sondage

Le sondage relativement aux intentions de vote à la mairie de Québec, a été effectué par l'Institut québécois d'opinion publique inc, le 10 mai. IQOP a tiré de l'annuaire téléphonique, selon la méthode habituelle, 824 numéros de téléphone, dont 573 ont été jugés éligibles. De ce nombre, 400 entrevues, également réparties entre les quatre principaux secteurs de la ville de Québec, (Haute-Ville, Basse-Ville, Limoilou et le secteur des Rivières, anciennement DSNCO) ont été faites, soit un taux de réponses de 69 % pour l'ensemble. L'échantillon est de taille suffisante, selon les auteurs du sondage, pour limiter la marge d'erreur maximale à plus ou moins 4.9 %.

Les répondants, soit 46.3 % d'hommes et 53.7 % de femmes, se situent dans les groupes d'âges de 18 à 34 ans (38 %), de 35 à 54 ans (31.3 %) et de 55 ans et plus (30.7 %).

On compte 12.2 % de gens ayant un cours primaire, 41.9 % un cours secondaire, 24.4 %, une formation collégiale, et 21.5 %, une formation universitaire.

On retrouve 40.8 % de propriétaires. Par ailleurs, 46.2 % des personnes interrogées demeurent à Québec depuis plus de 25 ans, 22.7 % de 11 à 25 ans, 18.8 % de quatre à 10 ans et 12.3 %, de zéro à trois ans.

Bergeron...

Il s'est empressé d'accepter l'offre d'un club qui occupait encore une grande place dans son coeur.

Il hérite d'une équipe qui végète dans les bas-fonds de la Ligue nationale depuis deux ans. Une équipe qui a déboulé plusieurs marches de l'escalier depuis son départ.

Défi de taille

Si le défi de relancer les Fleurdelisés l'emballa, ce retour aux sources comble les membres de sa famille même si l'ainée demeurera à Rye pour terminer ses études collégiales.

Contrairement à 1980, il prendra place derrière le banc de l'équipe québécoise avec un bagage de neuf ans d'expérience dans la Ligue nationale. Il se propose d'entretenir des liens plus étroits avec ses joueurs et de se foutre des « qu'en dira-t-on ».

LE SOLEIL s'est récemment rendu à Rye pour ressasser les événements des dernières semaines et pour recueillir les impressions de l'entraîneur de 42 ans et des membres de sa famille.

Voir l'entrevue en pages S-8 et S-9

Infirmières...

Pas de réactions immédiates

La Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ) ne réagira qu'aujourd'hui à la proposition déposée, hier, par le premier ministre Robert Bourassa en vue de régler l'épineux problème de la négociation des conditions de travail du personnel infirmier au Québec.

Responsable des communications pendant les négociations à la FIIQ, Mme Lucille Auger a confié hier que les membres du comité de négociations se sont terrés pour étudier la proposition de M. Bourassa. « Pour le moment, a dit Mme Auger, aucun commentaire. »

Au SPIIQ (Syndicat professionnel des infirmiers et infirmières de Québec), M. Robert Côté, responsable de la mobilisation pour la région 03, a déclaré qu'à son point de vue, la proposition de M. Bourassa « n'a rien d'extraordinaire et qu'elle demeure non satisfaisante compte tenu des demandes initiales, qui sont de l'ordre de \$400 millions ».

Le travail « en noir »

D'autre part, M. Côté a déclaré que le mouvement de pression amorcé hier a été largement suivi dans la grande région de Québec. Hier, infirmiers et infirmières se sont présentés au travail vêtus en noir et ont pris ensuite leur « café noir » pendant la pause.

Lors de notre visite hier dans un hôpital de Québec, l'activité était tout à fait normale et rien n'aurait perturbé les services offerts. Ces professionnels de la santé en ont cependant profité pour expliquer aux résidents des hôpitaux leurs demandes et le pourquoi de ce mouvement de pression.

Skinheads...

des policiers qui font des affaires croches, font-ils observer. Tous les policiers ne battent pas leur femme.»

Batailles de gangs

Mais quand il est question de gangs, les skins voient les choses d'un autre oeil. « Les Dragons ont été fondés pour nous exterminer, assure Rex en parlant du groupe de jeunes qui, l'automne dernier, semaient la terreur dans les polyvalentes. Ils nous fixent des rendez-vous et s'ament se battre armés de chaînes à 25 contre un. » Rex a été impliqué dans une de ces batailles de rue l'été dernier. « Ils étaient 40 et nous étions six », se souvient-il, amer.

Selon Vik, les Dragons pratiquent les arts martiaux, mais n'ont pas d'idéologie. « Pour être Dragon, dit-il, il suffit de se laisser pousser les cheveux et de porter un manteau avec un dragon dessus. C'est un gang qui naît et disparaît avec les saisons. Ou sont-ils présentement ? demande-t-il. Nous, on n'a pas bougé. On est toujours là. »

Les skins, dont les effectifs constituent un secret bien gardé, forment à Québec un groupe minuscule mais compact. A Montréal, où ils se divisent en deux clans : le gang du Plateau Mont-Royal et celui de Notre-Dame-de-Grâce, leur nombre serait inférieur à 100. Mais une

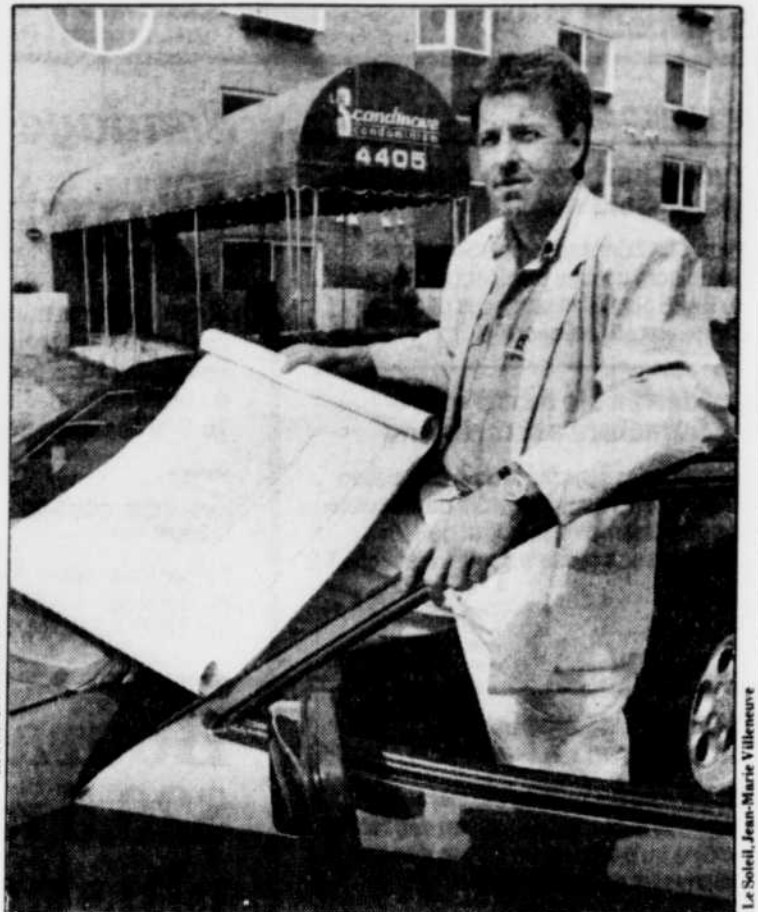
DEMAIN DANS

LE SOLEIL



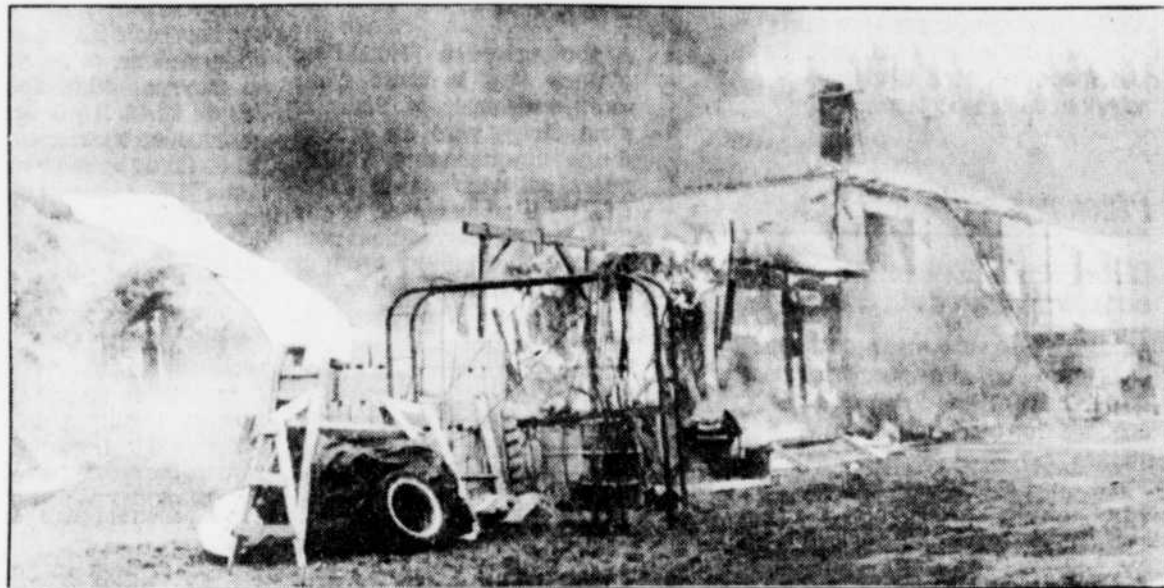
En 20 ans, Gertrude Lavoie a mis au monde 600 bébés

Les adeptes du célibat sont de plus en plus nombreux



160 feux de forêt font rage dans l'Ouest

(PC) — Quelque 2,000 personnes combattaient environ 160 feux de forêt, hier, dans les provinces du Manitoba et de la Saskatchewan.



Cette résidence de Prince Albert, en Saskatchewan, a été la proie des flammes; trois autres maisons ont été détruites par l'incendie dans cette province.

Il y avait, de plus, des incendies mineurs en Colombie-Britannique (111), en Ontario (14), en Alberta (12) et à Terre-Neuve (trois).

Au Manitoba, qui est la province la plus touchée, les flammes ont déjà consommé cette année 100,000 hectares d'arbres et de broussailles.

Les incendies sont particulièrement dangereux dans les régions des lacs Manitoba et Winnipeg, où se trouvent plusieurs réserves indiennes, de même que des villages de pêcheurs et de cultivateurs.

Près de Prince Albert, en Saskatchewan, un bûcheron de 58 ans, Lucien Grimard, a été coincé par le progrès des flammes et il a

succombé à ses brûlures à l'hôpital.

Quatre maisons ont été détruites par l'incendie en Saskatchewan.

Manitoba

Au Manitoba, une douzaine de maisons, en plus de chalets et de bâtiments de ferme, ont été rasés au sol.

Une soixantaine d'habitants de Red Deer Lake (Manitoba) sont allés se réfugier au village voisin

de Barrows, jeudi, mais ils ont pu réintégrer leurs demeures hier.

Plusieurs personnes, dont des Indiens de la réserve de Jackhead, sont allées se mettre à l'abri à l'ancienne base militaire de Gimli, sur les bords du lac Winnipeg.

Le ministère des Ressources naturelles du Manitoba a rappelé, hier, qu'il est interdit, dans les circonstances, de faire des feux dans la nature.

En Bref

■ Une eau-de-vie québécoise

MONTRÉAL (PC) — La Société des alcools du Québec (SAQ) a annoncé, hier, la commercialisation prochaine d'une eau-de-vie authentiquement québécoise fabriquée à partir de sève d'érable. Appelée « La Sève », cette eau-de-vie sera produite en petite quantité et vendue au prix de \$49.75 la bouteille de 750 ml dans les Maisons des vins, certaines succursales régionales et les boutiques hors-taxes. Le président-directeur général de la SAQ, M. Jocelyn Tremblay, a déclaré que le nouveau produit était le fruit de trois années de recherches de la part de la société d'État et de deux spécialistes, MM. Pierre et Jean-Pierre Petel.

■ Un diplomate péruvien blessé

LIMA — Un diplomate péruvien, M. Daniel Benjamin, a été gravement blessé par balles, hier matin, devant son domicile à Lima, par des membres présumés de la guérilla, a annoncé la police dans la capitale péruvienne. Les deux assaillants, ont signalé des témoins, ne s'en sont pas pris à la femme du diplomate, Mme Sara Benjamin, qui l'accompagnait. Selon la police, il pourrait s'agir de deux rebelles du Sentier Lumineux (guérilla maoïste), qui a pour habitude de prendre pour cible ses victimes lorsqu'elles sont accompagnées par des membres de leur famille. Mais l'enquête policière n'a encore abouti à aucune conclusion. L'ambassade du Canada à Lima est restée, jusqu'à présent, très discrète sur cet attentat. M. Benjamin, âgé de 47 ans, a été opéré d'urgence dans une clinique privée de la capitale péruvienne. Hier, son état était considéré comme stationnaire.

Voir l'entrevue en page B-7

Pétrole...

Corporations mettrait des analystes à sa disposition.

Il a enfin déclaré qu'il déposerait un arrêté ministériel intérimaire visant à ajouter 97 produits toxiques à la liste de substances interdites en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement.

Provinces

Les ministres provinciaux ont appuyé le plan fédéral.

Mme Bacon a expliqué qu'elle avait assisté à la réunion dans le but d'obtenir davantage d'informations sur le trafic de combustible contaminé.

Elle a affirmé que le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources effectuait des prélèvements de pétrole, et que les résultats des analyses, effectuées par le ministère de l'Environnement, devraient être disponibles d'ici deux semaines.

Le gouvernement ontarien s'est livré à deux vagues d'inspections intensives au mois d'avril. Les premiers résultats ne montrent aucune trace de BPC (biphényles polychlorés) ou d'autres produits toxiques, a affirmé le ministre Bouchard, vendredi.

Le ministre Beatty a ajouté que les inspections habituelles effectuées sur la nourriture et l'eau n'avaient décelé aucun niveau menaçant de BPC.

L'affaire du combustible contaminé a pratiquement monopolisé l'attention de la Chambre des communes cette semaine. C'est lundi que le quotidien torontois Globe and Mail a rapporté qu'une organisation criminelle de Buffalo ajoutait des déchets toxiques, notamment des BPC, à de l'essence, du diesel et du mazout vendus en Ontario et au Québec. Selon le quotidien, l'organisation voulait ainsi économiser les coûts de destruction de ces produits dangereux.

Négligence

Les débats de vendredi ont porté exclusivement sur cette question. Le député libéral Sheila Copps a déposé une motion visant à condamner le gouvernement pour sa négligence dans cette affaire.

Elle a affirmé que le ministère du Revenu était au courant de ce trafic depuis 1987, et qu'il n'avait rien fait pour y mettre fin.

M. Bouchard a répliqué que l'opposition s'était bien gardée de parler des mécanismes d'inspection qui existaient déjà pour protéger la population.

Il a accusé les libéraux et les néo-démocrates de faire peu de cas de l'inquiétude des Canadiens et de n'agir que par intérêt électoral.

« C'est la peur qu'ils veulent semer, a-t-il lancé. Nous avons assisté toute la semaine à une démonstration éclatante d'irresponsabilité. »

PROVINCIAL	
2149536	gagne \$1,000,000
149536	gagnent \$10,000
49536	gagnent \$1,000
9536	gagnent \$100
536	gagnent \$25
36	gagnent \$10
LA QUOTIDIENNE	
13779	gagnent \$1,000
1377	gagnent \$100
137	gagnent \$10
tirage du 12-05-89	
8-4-1	
0-2-5-0	



Le chef du Rassemblement populaire M. Jean-Paul L'Allier, a souligné hier devant la commission d'enquête sur les conflits d'intérêts à la ville de Québec qu'il était urgent de rédiger un code d'éthique assorti de sanctions.

Un code d'éthique avec sanctions doit régir les conseillers (L'Allier)

Selon le chef du Rassemblement populaire, Jean-Paul L'Allier, il est primordial que le code d'éthique qui régira les membres du conseil de ville de Québec en matière de conflits d'intérêts soit assorti de sanctions sévères plutôt que d'être un simple code d'honneur qu'on pourra interpréter et transgresser sans crainte.

par RICHARD CÔTE
LE SOLEIL

Comparaisant hier devant la commission d'enquête sur les conflits d'intérêts présidée par le juge Laurent Cossette, le candidat à la mairie de Québec a aussi suggéré qu'il soit fait en sorte que ce code de conduite et la commission qui en serait responsable ne deviennent pas des outils permanents pour ceux qui voudraient régler des comptes et risqueraient ainsi d'entacher sans justification des réputations.

« Dans sa vie publique, l'élu n'est pas un citoyen ordinaire et il doit s'attendre à être sanctionnable avec des règles propres à sa fonction, de dire M. L'Allier, nous souhaitons un code rigoureux et clair auquel les élus pourront se référer pour éviter de se retrouver dans des situations de conflit d'intérêts. »

Selon la conseillère Winnie Frohn, ce code devrait aussi s'appliquer à tous les fonctionnaires qui occupent des postes de responsabilité à la ville.

Les absents

Ayant été félicité par M. Laurent Cossette, juge en chef de la cour municipale, d'être le seul organisme à soumettre un mémoire « très bien étoffé » à la commission, le Rassemblement populaire

a par la suite déploré que le Progrès civique n'ait pas jugé bon de faire la même chose pour faire valoir ses vues.

« De deux choses l'une: soit que le parti actuellement au pouvoir est satisfait de la situation nébuleuse dans laquelle on se trouve présentement à l'hôtel de ville en ce qui a trait aux conflits d'intérêts, soit qu'il n'ait pas d'imagination, pas d'idée en ce domaine, ce qui est aussi inquiétant », de dire un porte-parole du RP qui a ajouté qu'il fallait aussi se poser de sérieuses questions sur l'absence de Jean-François Bertrand dans ce débat.

Montréal

Invité comme personne ressource, le conseiller montréalais Michel Prescott est venu enfin donner quelques explications sur le code d'éthique élaboré par un comité bipartite et qui devrait être adopté par le conseil municipal avant la fin de l'été.

M. Prescott a noté que contrairement à ce que demande à Québec le Rassemblement populaire, le projet de Montréal n'impliquait pas de sanctions. De plus, ce code prévoit que la commission, dont la responsabilité serait d'examiner les cas de conflit d'intérêts, d'enquêter puis de faire rapport avec recommandation au conseil municipal, sera composée d'élus plutôt que de non-élus comme le voudrait le RP.

Un homme absous d'avoir vidé la litière du chat sur la tête de sa conjointe

Un individu de Beauport a obtenu la grâce du tribunal, hier, après avoir réveillé sa conjointe en lui vidant la litière du chat sur la tête...

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Cette chicane de ménage au dénouement pour le moins particulier s'est déroulée en février. Après un party, la dame était partie prendre une marche. Sa sortie nocturne devait cependant durer plus longtemps que prévu et, à son retour, elle dut répondre aux questions répétées de son mari, soupçonnant qu'elle soit allée se faire conter fleurette ailleurs...

Fatiguée, la jeune femme était finalement aller se coucher pendant que son mari, encore sous le coup de la colère, broyait du noir

en enfilant quelques rasades de rouge.

Cette escapade devait être le grain de sable qui devait faire déborder le vase et... la litière.

La plaignante ayant décidé de retirer sa plainte, le juge n'a eu d'autre choix que d'absoudre l'homme, âgé d'une quarantaine d'années.

La narration de cette histoire, hier, au palais de justice, a déclenché l'hilarité générale. Les épaules sautillantes et la main devant la bouche pour dissimuler ses rires, l'accusé lui-même semblait se remémorer avec sarcasme cette époque où lui et sa femme s'entendaient comme chien et chat...

Sept plages publiques du Québec affectées

Les goélands, grands responsables de la pollution des battures de Beauport

Une nouvelle forme de pollution de l'eau des plages vient d'être dévoilée par le ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ). À un point tel que, malgré les centaines de millions de dollars que les villes de la CUQ investissent pour dépolluer le fleuve en face de Québec, les gens ne pourront pas recommencer à se baigner sur la plage des battures de Beauport, dès l'été 1992, à moins qu'on trouve un moyen de se débarrasser des milliers de goélands qui l'occupent.

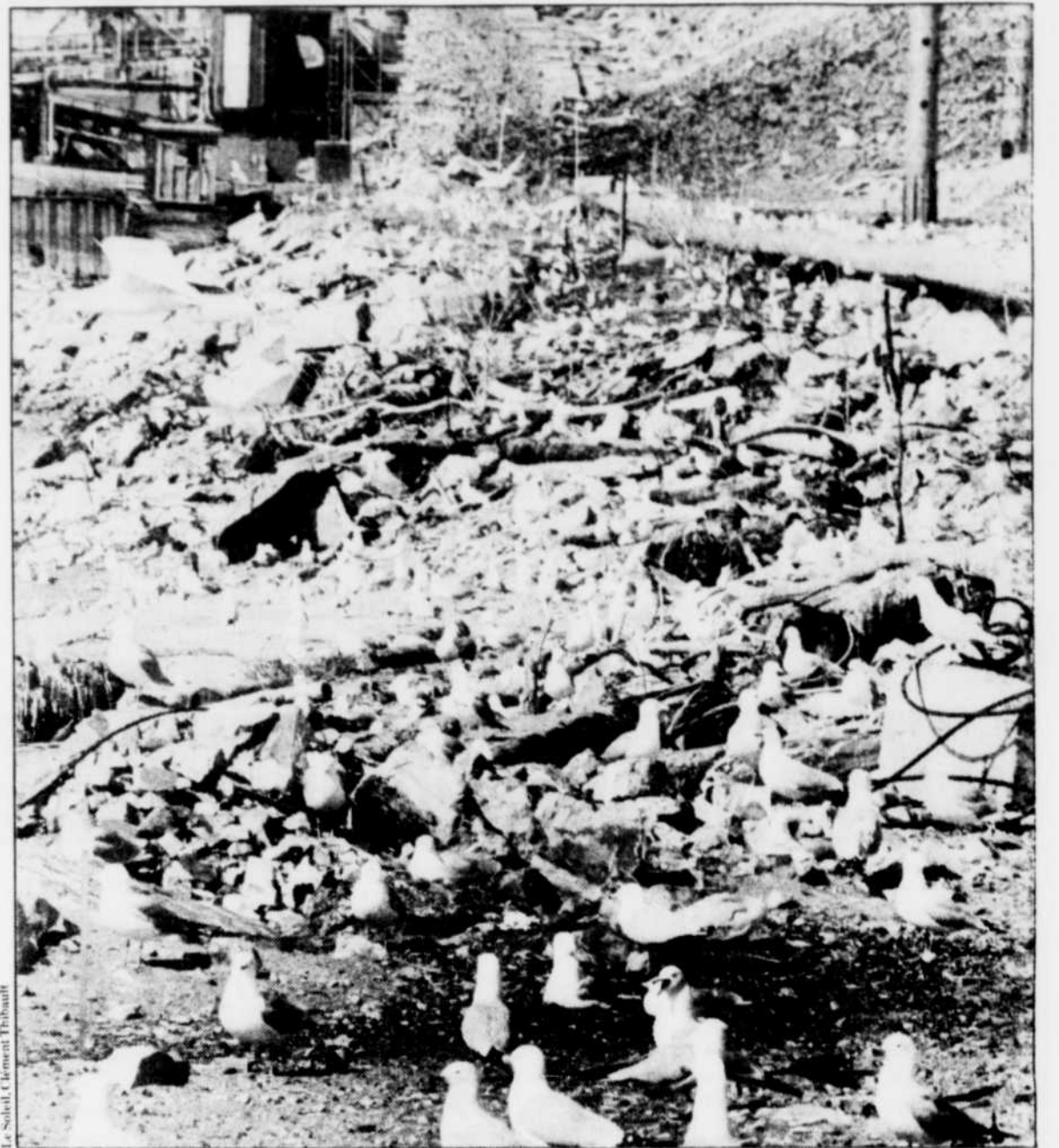
par GUY DUBE
LE SOLEIL

Une étude rendue publique, hier, par le ministre délégué à l'Environnement, Gaston Blackburn, démontre que la dégradation de sept plages publiques du Québec découle de la présence de goélands qui sont désignés comme étant la « source de pollution principale ».

Des analyses effectuées par l'Environnement, l'été dernier, concluent que les fientes de ces « rats du ciel » contiennent en moyenne 60 millions de coliformes fécaux (cf) par 100 millilitres (ml) d'eau, « ce qui est considérable ». Le ministère ferme une plage dès que les échantillons dépassent 200 cf/100 ml. Dans certains cas, comme sur les battures de Beauport, les analyses ont atteint 550.000.000 cf/100 ml.

Plus encore, les fientes des goélands à bec cerclé causent de plus en plus de cas de prurit du baigneur: 74 cas ont été diagnostiqués au Québec, au cours de l'été 1988, dont six dans la région de Québec, 10 dans la région de Portneuf et 28 dans la région de Rimouski. Le prurit, ou dermatite du baigneur, est causé par des larves de certains vers qui parasitent des oiseaux, notamment des goélands, et qui pénètrent dans la peau des baigneurs.

L'étude rendue publique, hier, a trait à sept plages du Québec dans les régions de Magog, Saint-Gabriel-de-Brandon, Rawdon, Oka et Roxton Pond. Ces plages avaient été fermées à quelques reprises, en 1987 et 1988, alors qu'aucun égout municipal ou privé ne s'y déversait. Intrigués de



Leurs concentrations en coliformes fécaux sont si élevées et leur potentiel de pollution est si énorme que le goéland, ce « rat du ciel », produit « presque autant de coliformes fécaux qu'une personne adulte », indique le rapport du ministère de l'Environnement.

voir passer la qualité de leur eau rapidement de la cote A à la cote D, les propriétaires de ces plages ont fait appel au ministère de l'Environnement. Les chercheurs ont vite trouvé une relation directe avec la présence de centaines de goélands sur les plages. « C'est la première fois que la responsabilité du goéland à bec cerclé comme facteur de pollution de plages publiques est ainsi mise en cause », notent les auteurs du rapport.

Michel Rivard

Or, les auteurs n'ont pas limité

leurs recherches aux sept plages des régions susmentionnées, mais aussi à celle des battures de Beauport. C'est à cet endroit qu'ils ont trouvé le plus de coliformes dans les fientes des goélands, jusqu'à 550 millions par 100 millilitres d'eau. Et ils ont découvert une quarantaine de bactéries diverses dans l'analyse des fientes.

« Les goélands peuvent produire un volume quotidien d'excréments considérable, de l'ordre de 34 à 62 fientes », relatent les auteurs. Leurs concentrations en coliformes fécaux sont si élevées et

leur potentiel de pollution est si énorme que le goéland produit « presque autant de coliformes fécaux qu'une personne adulte ».

Interrogé hier sur cette étude dont il n'a pas encore pris connaissance, le président de la Communauté urbaine de Québec (CUQ), Michel Rivard, a retourné qu'il est impossible de tuer des êtres humains parce qu'ils polluent, mais qu'on pourrait le faire dans le cas des goélands. Néanmoins, avant d'apporter des conclusions, M. Rivard veut prendre connaissance du rapport de l'Environnement et le faire analyser par des experts. On sait que la CUQ dépensera des centaines de millions de dollars jusqu'à l'automne 1991 pour la construction de deux usines d'épuration des eaux usées, qui doivent en principe permettre aux Québécois de se baigner sur les battures de Beauport dès 1992.

Les goélands polluent non seulement l'eau, mais le sable des plages. Quatre-vingt pour 100 des cas détectés de dermatite du baigneur touchent les enfants évoluant en eau peu profonde et dans le sable. « On a pu observer en effet que les gens se font souvent bronzer au milieu des fientes et que les jeunes en particulier se construisent des châteaux avec du sable souillé, portent leur pelle à la bouche, etc. »

Le rapport du ministère de l'Environnement propose huit mesures de contrôle pour que cesse la pollution des plages par les goélands: interdiction de les nourrir; ramassage des fientes; utilisation de canons à gaz pour les faire fuir; diffusion au moyen de haut-parleurs de cris de détresse de goélands préalablement enregistrés; installation sur les plages de hiboux et de faucons, et utilisation de répulsifs.

Les interventions sont d'ailleurs délicates, parce que le goéland à bec cerclé est protégé par la Loi sur les oiseaux migrateurs, il est interdit de les chasser à l'année et il est interdit de déranger, de détruire ou de prendre un nid ou un seul oeuf d'un oiseau migrateur!

Fermeture de l'école Louis-Jolliet

Un article de la loi permet d'invalider la décision, soutient le comité d'école

La cour supérieure entendra mercredi une requête en injonction interlocutoire déposée par le Comité d'école Louis-Jolliet en vue d'empêcher la fermeture de cette école d'enseignement secondaire comme l'avait décidé la Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ), à sa réunion du 20 février.

Fermeture sauvage

Un représentant du comité d'école, M. Jacques Asselin, a déploré que son organisme en soit venu à entreprendre des démarches judiciaires pour faire respecter les droits des parents des élèves de l'école Louis-Jolliet, mais il considère que c'est maintenant le seul moyen qui demeure à leur disposition pour empêcher cette fermeture sauvage.

Il a expliqué que le comité s'est adressé, dans un premier temps, à la CECQ en demandant de réviser sa décision ou, au moins, de lui accorder un délai pour entreprendre une consultation valable auprès des parents, des élèves et des enseignants.

Devant le refus de la CECQ, le comité d'école s'est ensuite adressé au ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, afin qu'il fasse enquête et examine les circonstances dans lesquelles la décision de la CECQ avait été prise. Le ministre n'a pas accédé à leur demande.

La consultation

Le débat tourne autour de l'ab-

sence de consultation du comité d'école concernant cette fermeture. Il semble que plusieurs associations ont pu bénéficier de cette consultation de la part de la CECQ, mais que le comité d'école, qui était au cœur même de la décision, ne l'ait pas été.

Pour une autre représentante du comité d'école, Mme Johanne Lirette, cette consultation était importante, car elle est convaincue que, si elle s'était tenue, la décision de fermer Louis-Jolliet n'aurait jamais été prise.

Tant pour les élèves et les enseignants que pour les parents, l'école Louis-Jolliet apparaît comme une école idéale dans le domaine de l'enseignement secondaire.

Les nombreux services et options offerts par cette école, à cause d'une concentration dans un même établissement de plusieurs centaines d'élèves des niveaux secondaire IV et V, ont même incité, dans le passé, de nombreux parents à choisir cette école de préférence à d'autres écoles publiques ou privées.

Le comité d'école croit donc que des raisons autres que pédagogiques et administratives ont amené la CECQ à décider de la fermeture de l'école.



FOURNIER

Chevrolet Oldsmobile inc.

Boul. de la Capitale-Sortie Pierre-Bertrand - 687-5170



VIENS CHEZ NOUS. ÇA ROULE.

Un édile de Lévis poursuit ses anciens détracteurs

Accusé l'année dernière par des concitoyens d'être en conflit d'intérêts dans un cas de vente de terrains, Jean-Louis Lemieux, conseiller municipal de Lévis, a inscrit cette semaine en cour supérieure une poursuite de \$50,000 contre ses détracteurs.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

Dans sa déclaration, M. Lemieux allègue qu'au mois de juin 1988 les défenseurs avaient fait parvenir au maire Chagnon, de Lévis, une lettre lui demandant de faire enquête sur un présumé conflit d'intérêts dans lequel se serait placé le conseiller en « servant d'intermédiaire dans la vente de ses terrains reliée dans ladite lettre aux Habitations La Marina ».

Une enquête effectuée par le ministère des Affaires municipales à la demande de la ville n'eut pas de suites, puisque ce-

lui-ci n'en donna aucune nouvelle à la ville, malgré les demandes répétées de celle-ci en ce sens.

Rappelant qu'il a toujours agi avec droiture dans ses fonctions pendant de nombreuses années, M. Lemieux estime que la démarche des défenseurs, Jacques Plante, Jacqueline Plante, Antoine Desmeules, Hélène Larouche et Ronald Auger, comportait des insinuations mensongères qui avaient pour but de jeter le discrédit sur lui et l'ont atteint dans son honneur et sa réputation.

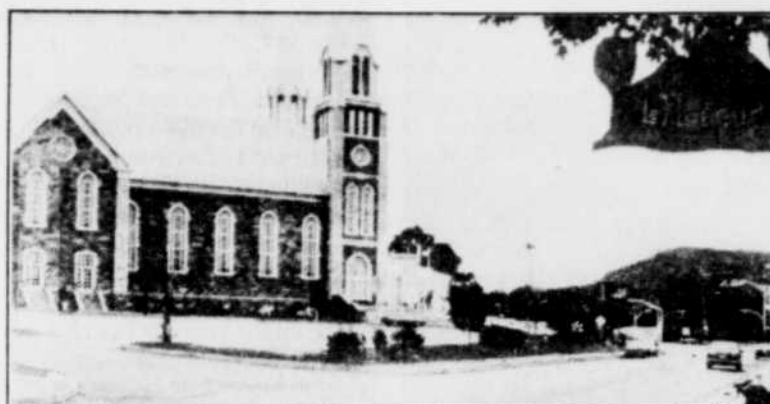
Il réclame donc \$50,000 à titre de dommages généraux, moraux et exemplaires.

Le réseau électrique de Baie-St-Paul sera intégré à l'environnement

Hydro-Québec et la ville de Baie-Saint-Paul ont convenu de mener conjointement une expérience d'intégration environnementale du réseau électrique du centre-ville. Si cette première est concluante, Hydro aura en main l'expertise pour mener à bien des projets du genre dans les petites villes de son territoire.

par DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

Les réseaux électriques aériens des centres-villes des municipalités de petite dimension sont la plupart du temps un facteur de pollution visuelle. Les politiques de l'entreprise en matière d'enfouissement sont de 30 m par 1,000 abonnés. Autrement, le client doit payer entièrement la facture. C'est une solution pratiquement inaccessible à une agglomération comme Baie-Saint-Paul qui compte environ 6,000



Les travaux de réaménagement du secteur de la Place de l'Église, à Baie-Saint-Paul, montrent, à l'aide d'un photomontage, une nette amélioration visuelle.

habitants.

« Nous avons cherché d'autres avenues que l'enfouissement, une technique idéale, mais qui est trop onéreuse pour les petites villes », mentionne un porte-parole d'Hydro, « nous allons réunir dans un même concept toutes les techniques nouvelles développées sur les réseaux aériens ».

Là où c'est possible, on passera

en arrière-lot afin de dégager la devanture des édifices. Dans le cas contraire, on utilisera des poteaux qui n'ont pas été traités contre le pourrissement. Ils prendront une teinte grise moins agressive que ceux traités qui sont d'un brun foncé. En fait, seule la partie inhumée du poteau recevra le traitement.

Les fils ne seront pas soutenus

sur les traverses horizontales mais sur de nouvelles traverses verticales en fibre de verre. L'emplacement de chaque poteau sera étudié avec soin afin qu'il ait le moins d'impact possible. On utilisera la technique des portées allongées pour en diminuer le nombre. Seuls les fils ne changeront pas puisque les fabricants n'ont pas voulu participer à l'expérience en livrant du fil gris.

« Au début du siècle, quand les poteaux sont arrivés ça signifiait le progrès. Aujourd'hui, nous sommes plus soucieux de notre qualité de vie », mentionne le maire de Baie-Saint-Paul, Mme Jacynthe B. Simard.

De son côté, la municipalité s'est engagée à procéder à la plantation d'arbres, à la construction de trottoirs et à l'installation de bancs et de lampadaires décoratifs.

L'opération va coûter \$200,000 à Hydro-Québec. Les travaux ont débuté cette semaine et ils devraient être complétés à la fin de juin.

L'équipe de Maurice : les imbattables en chauffage



Rassemblez expérience, courtoisie et compétence. Vous avez alors le secret de Maurice et son équipe, les spécialistes Irving du chauffage domestique.

Qu'il s'agisse de livrer de l'huile peu importe l'heure et la saison, d'inspecter et de réparer lorsque nécessaire chaque composante d'une fournaise, ou mieux d'améliorer le rendement du système, l'équipe de Maurice est là. Grâce à eux, des économies substantielles en chauffage vous sont dorénavant possibles.

Découvrez dès aujourd'hui l'équipe des imbattables Irving. Comme dirait Maurice, « ça va chauffer »!

a/s Fernando Laplante
2750, chemin du Foulon, Sillery (Québec)
G1T 1Y1, (418) 651-4660



À chacun ses plans... et son prêt-rénovation Royal!

Vous êtes bien chez vous et votre maison, c'est votre château. Mais... vous rêvez d'une salle de bains nouveau genre... vous avez peut-être envie d'une cuisine ultra-moderne... vous voulez changer vos fenêtres... ou tout simplement, vous désirez plus d'espace?

Préparez vos plans... et nous planifions ensemble vos besoins financiers à la mesure de vos projets. Quelle que soit l'envergure de votre rêve, nous avons le prêt-rénovation Royal qui vous convient:

- Prêt personnel à taux fixe ou variable, pour le plein montant ou pour une partie des dépenses.
- Marge de crédit RoyaleSM: financement sur mesure pour un montant minimum de \$5,000.
- Votre maison peut vous servir pour obtenir des fonds:
 - Refinancement de votre maison
 - Deuxième hypothèque
 - Option fonds supplémentaires.
- Carte VisaSM de la Banque Royale pour les menues dépenses.

Le prêt-rénovation Royal... pour bien planifier la rénovation de votre château.



BANQUE ROYALE

Marque de commerce de La Banque Royale du Canada. *La Banque Royale du Canada, usager inscrit de cette marque de commerce

Parlez-moi d'une banque... Royale!

Michel St-Pierre reçoit une médaille pour action méritoire

C'était le 19 novembre 1987. L'agent Michel St-Pierre, de la Sûreté du Québec, reçoit la description d'un véhicule suspect. Deux individus armés, qui viennent de commettre un vol qualifié à la caisse populaire du Lac-Beauport, se trouvent à bord.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Une chasse à l'homme se met en branle, tout d'abord à Charlesbourg, puis dans les rues de Saint-Émile et de Québec.

Soudainement, la camionnette suspecte s'immobilise et le conducteur, armé d'un fusil à canon tronçonné, tire un coup de feu dans le pare-brise de l'auto-patrouille. L'agent St-Pierre se couche sur le siège et embraye en marche arrière.

La poursuite reprend de plus belle. Trois cents mètres plus loin,

devant une route obstruée par des travaux de voirie, la camionnette tente un demi-tour. Le policier fonce et frappe le véhicule sur le côté.

Malgré une fracture de la main droite subie lors de l'impact, l'agent St-Pierre descend de son auto-patrouille et interpelle les deux individus qu'il gardera en joue jusqu'à l'arrivée de ses confrères.

« Le danger, tu le réalises seulement quand tout est terminé », mentionnait hier au SOLEIL l'agent St-Pierre, à l'issue d'une cérémonie au cours de laquelle une

vingtaine d'autres policiers — dont une douzaine de la région de Québec — ont été honorés, tout comme lui, pour leurs actes méritoires.

En plus de reconnaître publiquement des gestes héroïques posés dans des situations particulièrement dangereuses, cette cérémonie, tenue dans l'atrium du palais de justice de Québec en présence du ministre de la Sécurité publique Gil Remillard, donnait le coup d'envoi de la Semaine de la police, qui se tiendra jusqu'au 20 mai.

Autres lauréats

Les autres policiers de la région qui ont reçu une Citation au mérite sont : les agents Georges

Pichette, Michel Plante, Guy Fardard et André Girard (Sûreté du Québec, poste de Québec-Metro); les agents Alain Labbe, Danny Morillon, Michel Bourret et André Tanguay (Sûreté municipale de Québec); M. Denis Nadeau (directeur du service de police de Sainte-Marie de Beauce); et l'agent Julien Laplante (service de police de Saint-Georges Est).

Pour leur part, le caporal Didier Mauén, membre des Forces armées canadiennes; M. Aime Michaud et Mme Renée Michaud, de Val-Bélair; M. Martin Gagné, de Sainte-Marie de Beauce; et MM. Jean-Charles Chabot et Joachim Lemieux, de Québec, se sont vu octroyer une Citation d'honneur, en récompense de « services exceptionnels » rendus à la fonction policière.



L'agent Michel St-Pierre est le seul policier de la région à avoir obtenu, hier, une médaille pour action méritoire. En fonction à la Sûreté du Québec depuis 16 ans, M. St-Pierre oeuvre depuis le 1er mars au poste de Dolbeau.

L'ex-directeur de la SQ intente une poursuite de \$200,000 contre André Arthur

L'ex-directeur de la Sûreté du Québec, Jacques Beaudoin, aujourd'hui sous-ministre de la Sécurité publique du Québec, vient de déposer une poursuite en dommages et intérêts de \$200,000 contre l'animateur de radio André Arthur, qui l'a ridiculisé en le traitant, tant à CHRC qu'à CKAC, de « Pinochet québécois, de boeuf national, d'ancien calotté passé chef de la SQ et de fonctionnaire recyclé ».

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Les propos et calomnies de l'animateur, ordinairement enregistrés par la Sûreté elle-même, concerne les émissions diffusées à Québec et Montréal, le ou vers les 14 mars et 15 mars 1988 et qui se sont continuées les 9, 29 novembre et 1er décembre, ainsi que le 1er février, 8 et 14 mars 1989.

Selon l'avocat de M. Beaudoin, Me Roger Thibodeau, André Arthur a agi avec témérité, incurie, inconscience, imprudence et malice, en salissant, dans une campagne de diffamation savamment orchestrée, celui qui fut directeur général de la SQ durant 15 ans et qui fut respecté par les autorités et

le public. Le procureur réclame donc \$100,000 à titre de dommages généraux et \$100,000 en dommages exemplaires.

Au cours de ces différentes émissions radiophoniques, le défendeur a attaqué le haut-fonctionnaire en disant : « Y vas-tu la checker la Sûreté du Québec de ses anciens amis. » En faisant allusion à « nos petits Pinochets genre Jacques Beaudoin et autres pauvres petits crosseurs qui ont gagné une calotte à Nicolet et qui ont pas pu s'apercevoir qui fallait que la tête enfla à la grosseur de la calotte avec ce qui a dedans », cite le procureur.

Le document mentionne également qu'en traitant de la Journée internationale des femmes et des

moyens pour s'en sortir, le célèbre animateur a diffamé M. Beaudoin en déclarant : « Evidemment, quand tu es ancien chef de la SQ et que tu as tout ce qu'il faut pour faire chanter les politiciens, tu sais avec quelles petites filles ils couchent, tu sais avec quels petits gars ils couchent, tu sais à quelles places ils ont fait ceci et cela, c'est facile de te trouver un job après. Mais ce n'est pas tout le monde qui a la chance de Jacques Beaudoin », a dit Arthur.

En terminant son émission, Arthur a ajouté : « Ce gars-là a laissé la Sûreté en ruine, il a été récompensé de ce qu'il sait et qu'il n'a pas dit en devenant sous-minis-

tre. » Il l'a également surnommé « La calotte de chrome ». Selon l'avocat, des milliers de personnes ont entendu ces calomnies, qui ont atteint et atteignent encore M. Beaudoin dans son honneur et sa réputation d'homme public, de citoyen et de père de famille et sont de nature à lui faire perdre l'estime, la considération et la confiance de nombreux Québécois et Montréalais.

Par ailleurs, Me Thibodeau exige la conservation des enregistrements de toutes les émissions injurieuses pour son client et met en demeure CHRC et CKAC de cesser leurs attaques.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

AVIS PUBLIC

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

INVITATION PUBLIQUE

La Commission de l'aménagement et de l'environnement de la Communauté urbaine de Québec est heureuse de vous inviter à une présentation relative au territoire de la CUQ en ce qui concerne les projets de

MISE EN VALEUR DU LITTORAL DU FLEUVE SAINT-LAURENT

Cette présentation aura lieu le 16 mai 1989, à 19h30, à l'amphithéâtre du Complexe "G", 1060, rue Conroy, Québec, à l'occasion d'une séance régulière de la commission précédemment identifiée.

Denis St-Martin, avocat
Secrétaire de la CUQ

Le 13 mai 1989

Animaux Lyne INC.

Spécialiste en poissons d'eau salée

NOUVEAU CONCEPT D'ANIMALERIE
au 415, Seigneuriale, Beauport

Dans le but de vous offrir un meilleur service, un déménagement s'est avéré nécessaire. Bienvenue à tous!

VENEZ PRENDRE CONNAISSANCE DE NOS SPÉCIAUX SUR PLACE

415, Seigneuriale, Beauport 661-1835 | Place Val-Bélair 842-3051 | Galerie du Vieux-Fort 837-0493

PRODUITS DE QUALITÉ POUR ANIMAUX DE COMPAGNIE

Hommage à Félix Leclerc

Photolithographie de Jean-Paul Filion intitulée "Mon beau Félix"

GALERIE D'ART
Quatre Saisons

1179 rue St-Jean Québec tel. 692-0882

NOUVEAU LOCAL

Les écoles **ÉDITH SEREI** vous offrent des **COURS INTENSIFS D'ESTHÉTIQUE, DE SOINS DU CORPS ET D'ÉPILATION**

Une carrière de prestige avec une mise de fonds abordable

Vous apprendrez les techniques modernes que seules les écoles Édith Serei peuvent vous offrir.

COURS DU JOUR: Esthétique Début 5 sept.
Épilation 12 juin
Soins du corps 5 sept.

COURS DU SOIR: Esthétique 11 sept.
Épilation 29 mai
Soins du corps 11 sept.

UN DIPLÔME ÉDITH SEREI VOTRE GAGE DE SUCCÈS

Pour prendre rendez-vous et obtenir notre brochure gratuitement, composez le **522-0134**

ou venez nous visiter au **839, St-Joseph Est, QC, G1K 3C8**

Permis du ministre de l'Éducation du Québec et de l'Ontario
CULTURE PERSONNELLE - FORMATION D'APPOINT

CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE
Dr J.R. Clément m.d.
C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.

♦ VERRES DE CONTACT ♦ LENTILLES JETABLES
♦ Correction de l'astigmatisme ♦ Pathologies reliées aux verres de contact
♦ Lentilles double foyer ♦ Examen de la vue

PLACE DE LA CITÉ
2635, boul. Hochelaga, Sainte-Foy, QC G1V 4T3 (418) 654-1488

Graduation • Mode Jeunesse complet
d'allure ample pour jeune homme

Tout un prix **999\$**

MODÈLE
Simple boutonnage. Veston coupe ample. Pantalon avec plus à l'avant. Ce complet, d'allure moins formelle, se porte de façon plus décontractée.

TISSUS
Mélange polyester, viscose et rayonne à motif jacquard ton sur ton.

TAILLES 36 à 46
COULEURS ET MOTIFS VARIÉS
La ou on vous en offre toujours plus!

G.H. ECHÈNE & FILS INC.

- 408 BUL. SAINTE-ANNE MONTMORENCY, PRÈS DES CHUTES
- GALERIE DE LA CAPITALE (PRÈS DE LA BAIE, 2e ÉTAGE)
- PLACE DES 4 BOURGEOIS ANGLE DUPLESSIS ET QUATRE-BOURGEOIS, STE-FOY
- CENTRE D'ACHATS CANADIENNE QUÉBEC
- PLACE LAURIER MAIL, SUD-OUEST, 2e NIVEAU, PRÈS DE LA BAIE
- PLACE FLEUR DE LYS, PRÈS DE LAURA SECORD

Le chef de police de Charlesbourg dit ne pas être la source des offres patronales

Le chef de police de Charlesbourg, Jean Lalonde, nie catégoriquement le fait que les offres patronales présentées à la Fraternité des 80 policiers-pompiers de la ville aient été son oeuvre et se dit non responsable de la demande d'arbitrage présentée au début du mois par les syndiqués.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

« Ce ne sont pas les demandes de Jean Lalonde qui ont été faites le

14 décembre 1988. Ce sont celles de la direction de la Ville. Je suis entré en poste le 17 avril 1989 et à ce moment, elles étaient déjà sur la table. Ceux qui m'accusent de perturber l'atmosphère du poste

ont menti », dit-il. Selon lui, les projets de patrouilles de nuit à un seul homme, le remplacement de policiers-répartiteurs par des secrétaires-réceptionnistes, la séparation des postes de policiers et de pompiers et la supervision des examens de promotion par l'Institut de police du Québec avaient déjà été décidés avant son arrivée.

Plus encore, M. Lalonde précise que certains des points discutés par le syndicat sont déjà inscrits dans la convention. Ainsi, par exemple, la scission des services de police et d'incendie est déjà prévue dans le contrat échu depuis la fin décembre. Quant à la formation, la majorité des corps policiers préconisent les examens validés par l'IPQ.

« On m'a demandé d'embar-

quer dans les négociations à mon entrée. C'est normal. La fraternité savait que ces offres s'en venaient. Je les ai trouvées logiques. Mais il n'y a eu que 30 minutes de négociations. Les deux parties s'étaient entendues pour ne pas aller négocier dans les journaux, pour éviter les cas de personnalité et pour rester solidaires », rappelle-t-il.

L'ex-directeur de la police de Sorel souligne que les policiers qui, en guise de pression, bouderont la soirée des médaillers, ne seront tout simplement pas honorés. « L'article du SOLEIL faisant état de tension entre le chef et ses policiers m'a surpris. Le syndicat et moi avons pourtant eu de très bons échanges et en entrant, j'ai réglé une vingtaine de griefs », conclut-il.

En Bref

■ Accident mortel

Philippe Rocher, âgé de 29 ans, de Rivière-du-Loup, est décédé jeudi dans un accident de voiture survenu à Trois-Pistoles. Son véhicule a heurté un lampadaire.

les meubles et la décoration

dernier versement

AOÛT '90*

les électroménagers et appareils audio/vidéo

dernier versement en **AVRIL '90***

ou sur toute la marchandise le paiement entier du solde

JANVIER '90
SANS INTÉRÊT
AUCUNS FRAIS



ne ratons pas cette chance!



CARRIER INC.

TOUT EST DANS LE FINI

avec ce superbe mobilier de salle à manger, combinant à merveille la richesse du fini laqué lustré et la beauté du grain du frêne. L'ensemble d'une incomparable qualité de construction, comprend une vaste table rectangulaire, de 91,5 cm par 152,5 cm avec une ouverture possible à 198 cm, ainsi que 4 chaises très confortables, au siège généreusement rembourré, recouvert d'un tissu mode, facile d'entretien et résistant. Le buffet est vendu séparément 955,95 \$

l'ensemble 5 pièces **1 735,95 \$**

DecoMeuble

service après-vente 683-3471

Vanier **Sainte-Foy** **Québec** **Charlesbourg** **Beauport**

*100, Chabot (près des Halles Fleur de Lys) 683-9600 2535, Hochelaga (Place de la Cité) 657-6902 430, Saint-Sacrement 681-4124 8500, Henri-Bourassa 627-3073 4175, boul. Sainte-Anne 667-7851

En Bref

■ Conseil municipal de Beauport

BEAUPORT — L'assemblée du conseil municipal de Beauport qui aura lieu le lundi 15 mai, à 20 h, se tiendra au Centre municipal Mgr-Laval, 35, rue du Couvent. Normalement elle aurait eu lieu dans le secteur Sainte-Thérèse pour respecter l'habitude commencée l'an dernier de tenir dans les différents secteurs de la ville la deuxième assemblée du mois.

■ Les gens d'affaires se réunissent

CHARLESBOURG — Les gens d'affaires de Charlesbourg et ceux qui veulent le devenir auront l'occasion, le 16 mai, de rencontrer les représentants de près d'une vingtaine d'organismes ou ministères voués à l'aide au développement de l'entreprise. Cette rencontre se tiendra à 21 h 30 à l'hôtel de ville, 160, 76e Rue Est, et permettra aux intéressés de se renseigner sur les sujets qui les préoccupent en posant les questions adéquates aux porte-parole des ministères de l'Industrie du Québec et du Canada, de la Commission de la formation professionnelle, du CRIQ, de la SDI, de la Banque fédérale de développement, de l'OPDQ, du Barreau du Québec, de la Chambre des notaires, du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec ainsi que de plusieurs autres organismes publics. Ceux qui sont intéressés à participer à cette rencontre doivent confirmer leur présence auprès de Mme Laurette Hudon, au 624-7802.

■ Pierre MacDonald inquiet

SAINTE-MARIE — Le ministre québécois de l'Industrie, du Commerce, et de la Technologie est inquiet. L'avenir des PME est tourné vers le développement technologique et M. Pierre MacDonald craint que les industriels et hommes d'affaires n'attachent pas suffisamment d'importance à cette réalité dans le contexte du libre-échange entre le Canada et les États-Unis. En visite dans la Beauce, à Saint-Georges et à Sainte-Marie, dans le cadre de la Semaine de l'entreprise, le ministre a reconnu que l'économie québécoise se porte bien, sa croissance étant supérieure à la moyenne canadienne. « Mais, a-t-il dit, il faut penser à demain. Avec l'ouverture des marchés canadien et américain, la concurrence s'annonce féroce plus que jamais. Pour s'en tirer, les PME québécoises devront accroître leur productivité et pour ce faire, elles n'auront d'autre choix que d'être à la fine pointe de la technologie de fabrication.

Le ministre se réjouit du fait que l'âge des propriétaires des PME ait baissé au Québec. Dans la Beauce, depuis le 1er juillet 1988, avec l'appui de groupements de développement industriel, les jeunes ont créé 39 PME, 20 dans la région de Saint-Georges, 10 dans le secteur de Sainte-Marie, et neuf dans les environs de Saint-Joseph-Beauceville. Leur implantation a nécessité des investissements de \$1,690,000, soit \$620,000 à Saint-Georges, \$650,000 à Sainte-Marie, et \$420,000 à Saint-Joseph-Beauceville.

■ La prison de Rivière-du-Loup

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le maire de Rivière-du-Loup, M. Jean-Léon Marquis, craint qu'avec la restauration prochaine du palais de justice, le centre de détention ne déménage dans une autre ville, probablement à Rimouski. S'il est heureux que le ministère de la Justice s'apprête à investir \$9 millions pour rénover un édifice bâti en 1883, le maire a fait savoir, lors de la dernière assemblée du conseil, qu'il allait tout mettre en oeuvre pour conserver la prison à Rivière-du-Loup.

■ Dilemme à Trois-Pistoles

TROIS-PISTOLES — La ville de Trois-Pistoles est dans un dilemme. Elle ne peut améliorer, cet été, son réseau d'alimentation en eau potable parce que le ministère québécois de l'Environnement s'y oppose. Faute d'argent, elle ne peut construire l'usine d'épuration et effectuer le réaménagement complet de ses sources d'approvisionnement et de ses réservoirs, tels qu'exigés par le ministère. La ville a donc décidé d'attendre à l'an prochain pour entreprendre des travaux qui représentent un investissement de \$1.3 million.

■ Épreuves nautiques

RIMOUSKI — Si la « Fête du Vent » quitte définitivement le quai de Rimouski-Est, celui-ci ne sera pas, pour autant, délaissé par les amis de la mer et du vent. Les épreuves nautiques du championnat de Course au large du Québec (CALQ) y sont en effet maintenues, et plusieurs expositions maritimes, océanologiques et portuaires doivent s'y dérouler au cours de l'été.

■ « J'ai le goût de l'Est »

RIMOUSKI — Les élèves Julie Lagacé, de Rivière-du-Loup, et Nancy Gagné, de Cap-Chat, sont les deux lauréates du concours « J'ai le goût de l'Est », lancé par l'UQAR et trois cégeps pour tenter de freiner l'exode des finissants du collégial vers les universités des grands centres urbains, tels Québec et Montréal. L'une et l'autre ont mérité, respectivement, des bourses d'études de \$2,400 (\$400 durant 6 ans) et de \$1,000 (\$400 durant 3 ans) offertes par la Fédération des caisses populaires Desjardins et Purdel.

■ Ryan à Rimouski

RIMOUSKI — Le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, M. Claude Ryan, devrait annoncer, d'ici six mois, sa décision relative au projet d'implanter une faculté de génie unifié, à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). De passage à Rimouski où il a inauguré l'École Arc-en-Ciel, de Luceville, et l'École secondaire privée de Rimouski, ainsi que participé au « colloque enseignement secondaire, collégial et universitaire », le ministre a déclaré aux journalistes qu'il est « excessivement favorable » au projet. Il a toutefois précisé que sa réalisation exigera probablement une participation du gouvernement fédéral, ce qui nécessite actuellement certains délais. Le projet de département de génie unifié à l'UQAR représenterait un investissement d'environ \$13 millions.

■ Sursis de sentence

RIMOUSKI — Le coordonnateur de la Maison des jeunes de Rimouski s'en est relativement bien tiré de l'aventure qui l'a conduit devant le juge André Cartier, pour avoir chassé de l'OTJ Saint-Robert, le 15 mars, à coups de bâton et à la demande d'un groupe de parents, un présumé trafiquant de drogue. Il s'est reconnu coupable de l'infraction réduite de voies de fait simple. Le juge l'a fait bénéficier d'un sursis de sentence, assorti de trois mois de probation et de l'obligation de faire un don de \$500 à la Maison des femmes. La plainte originale de voies de fait avec lésions était une plainte privée, logée par la victime, Patrick Dubé, 19 ans. L'aventure judiciaire de M. Gagné ne compromet d'aucune façon la mission de la Maison des jeunes, pas plus que la campagne de souscription qu'elle vient d'amorcer pour favoriser son déménagement, de la rue Saint-Robert à la rue Saint-Jacques, assure son avocat, Me Gervais Turbide.

Bourassa proposera de créer un Institut de l'environnement

MM. Robert Bourassa et Brian Mulroney rivaliseront d'ardeur écologique au sommet de Dakar, dans une dizaine de jours. M. Bourassa proposerait la création d'un nouvel Institut de l'environnement et M. Mulroney l'ouverture d'une faculté d'environnement à l'Université d'Alexandrie.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

On savait que M. Bourassa mijotait quelque chose du côté de l'environnement, mais il voulait en réserver la primeur pour Dakar.

Budget du Québec déposé le 16

C'est finalement le mardi 16 mai, que le ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque, présentera son budget 1989-90.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

S'il a attendu jusqu'à la dernière minute pour l'annoncer, c'est que depuis la fuite spectaculaire du budget fédéral, il y a deux semaines, M. Levesque est en proie à une véritable « psychose Wilson ».

Le ministre des Finances a tellement attendu qu'il n'a pu trouver, dans le centre-ville de Québec, d'hôtel pour tenir le huis clos, durant lequel les journalistes sont enfermés à double tour avec leur

Cette semaine, le ministre Paul Gobeil avait évoqué la possibilité d'un « organisme de coordination », mais il avait refusé d'être plus spécifique.

C'est le directeur français de l'Institut de l'énergie des pays

ayant en commun l'usage du français (IEPF), M. Bernard Duhamel, qui a involontairement vendu la mèche, au cours d'un petit déjeuner de presse, hier matin, quand un journaliste lui a demandé innocemment quel serait le mandat de l'organisme qui serait créé dans le secteur d'environnement.

À la stupefaction des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires internationales qui l'accompagnaient, M. Duhamel s'est félicité de cette « initiative très importante » et il a aussitôt entrepris de définir le mandat du « futur institut ».

Selon lui, il devra avoir pour objectif d'étudier les moyens d'éliminer les émissions d'oxyde de carbone, de combattre la pollution chimique et de « faire en sorte que les pays du Tiers-Monde ne deviennent pas la poubelle des pays industrialisés ».

M. Duhamel a dénoncé la « séduction économique très trompeuse » à laquelle se livre le pays industrialisé et qui consiste à convaincre les pays du Sud de « transformer une partie de leur espace en poubelle pour les déchets des pays du Nord », soulignant que certains états impliqués

dans ce genre de trafic seront représentés à Dakar. Outre la France, on pourrait citer la Guinée, la Guinée-Bissau, le Bénin et le Congo.

En mai 1988, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avait adopté une résolution déclarant que « le déversement de déchets nucléaires et industriels était un crime contre l'Afrique et les populations africaines ». Selon l'organisme Greenpeace, 3 millions de tonnes de déchets ont été exportés vers le Tiers-Monde entre 1986 et 1988.

Le duel Ottawa-Québec

À chaque sommet, M. Bourassa cherche le moyen de se distinguer par une proposition originale. A Paris, en 1986, il avait fort mécontenté M. Mulroney en proposant,

sans l'avoir averti, une sorte de « plan Marshall » consistant à redistribuer aux pays du Tiers-Monde les surplus alimentaires européens. Le projet n'avait pas eu de suite.

À Québec, M. Bourassa avait suggéré de lier le remboursement de la dette des pays du Sud au prix de certaines matières premières. Il a fallu une étude de \$100,000 pour démontrer que la formule était inapplicable.

Cette fois-là, c'est cependant M. Mulroney qui avait volé la vedette en annonçant l'effacement de dettes totalisant \$324 millions.

À Dakar, le premier ministre canadien jouera, lui aussi, la carte de l'environnement. Selon les informations du SOLEIL, il proposerait l'ouverture d'une faculté d'environnement à l'Université d'Alexandrie. Le Québec aurait accepté de participer au projet en y déléguant des professeurs.

copie du budget jusqu'à ce qu'il prononce son discours devant l'Assemblée nationale.

Traditionnellement, ce huis clos a lieu au Centre des congrès ou dans un des grands hôtels à proximité du parlement. Tout ce qu'on a pu trouver, cette année, c'est le Club des employés civils.

En fait, le communiqué annonçant le dépôt du budget était prêt depuis deux jours, mais à la dernière minute, M. Levesque a décidé d'en retarder l'émission, toujours par mesure de sécurité. Rien n'a encore fui, mais M. Levesque aura le sommeil léger d'ici mardi.

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE CERTIFIÉ

MOTOCULTURE MODERNE INC.

LE REGARD VERT INC.

623-1455

Maitres paysagistes

Aménagement de prestige résidentiel et commercial



Micheline Gillet Desmartis et Guylaine Gillet Cimon sont co-auteurs d'un tout nouveau livre « UN JARDIN BIEN PENSÉ » guide d'aménagement paysager disponible en librairie.

À VENDRE

COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS, DE CAMIONS ET DE TRACTEURS

- 50 véhicules
- Clientèle établie

Pour information: **626-4953**

CHIRURGIE ESTHÉTIQUE DU NEZ



Pierre Guévremont

M.D. OTO-RHINO-LARYNGOLOGISTE

TÉL.: 681-0246

1000, CHEMIN SAINTE-FOY, QUÉBEC

VENTE À L'ATELIER

Vêtements de designers pour hommes

EN SOLDE

- Échantillons
- Vêtements saisons antérieures
- Légères imperfections sur certains articles

PRÊT-À-PORTER MON MEC

17, rue Saint-Jacques, local 103 Québec (Près du Musée de la Civilisation)

- Lundi au vendredi: 10h à 17h
- Sur rendez-vous: Tél.: 692-4428

INCROYABLE MAIS VRAI!

Vous pouvez obtenir un appartement à Place Alexandra, une place de rêve, pour aussi peu que

400\$ par mois

Venez vous renseigner sur place!

Sur semaine: de 9h à 17h
Samedi et dimanche: de 13h30 à 17h

Hâtez-vous! Quantité limitée.




Rue Alexandra, Beauport angle St-Narcisse (sortie Henri-Bourassa, sur de la Capitale) 666-7636

LOGEMENTS POUR PRÉRETRAITÉ(E)S ET RETRAITÉ(E)S AUTONOMES

Les roulés de chez Maxime

Il y a un seul Maxime et seul Maxime vous offre les services complets de coiffure, manucure, pédicure, esthétique et les conseils d'une technicienne en coloration. Choisissez vos produits de coiffure et de maquillage à notre boutique.

Shampooing, coupe et brushing à partir de 22 \$.



Un rendez-vous avec le bon goût. Place Sainte-Foy 651-6885



JARDIN

Tutti Frutti



GRAZIOLI/CLUB
Resine de synthèse
Garantie 5 ans
Superposable

27\$

zip

Québec
Angle Bow - Hamel/Henri IV
(418) 871 22 21

Levis - St David
677 route Trans Canada (rte 132)
(418) 835 15 73

LE YMCA DE QUÉBEC

CAMPS D'ÉTÉ

- CAMP SÉJOUR PLEIN AIR
- CAMP SÉJOUR DE LANGUE ANGLAISE POUR LES FRANCOPHONES NON BILINGUES
- CAMP "VIENS JOUER AVEC LES MOTS" PERFECTIONNEMENT DU FRANÇAIS
- CAMP SPORTIF
- CAMP DE JOUR DE LANGUE ANGLAISE Pour les francophones non bilingues Pour enfants et ADOLESCENTS STE-FOY — HAUTE-VILLE — CHARLESBOURG — BEAUPORT — CHARNY
- CAMP DE JOUR POLYVALENT
- GARDERIE LA BOUGEOTTE AU SOLEIL




Y Québec

INSCRIPTION DÈS MAINTENANT

835, boul. St-Cyrille Ouest (418) 527-2518

Présidence de l'enquête sur l'élimination des déchets dangereux

Yvon Charbonneau remplacera Victor Goldbloom

(PC) — M. Yvon Charbonneau remplacera M. Victor Goldbloom comme président de l'enquête du Bureau des audiences publiques (BAPE) sur les problèmes et les solutions relatives à l'élimination des déchets dangereux au Québec, a-t-on annoncé, hier, au cabinet du premier ministre Bourassa.

La ministre de l'Environnement, Mme Lise Bacon, a décidé dernièrement de ne pas renouveler le mandat de M. Goldbloom à la présidence du BAPE, dont le mandat se termine en août. Mme Bacon et l'ex-ministre libéral n'étaient plus sur la même longueur d'onde depuis quelque temps.

M. Goldbloom avait également reçu la mission de présider l'enquête sur les problèmes et solutions relatives à l'élimination des déchets dangereux au Québec, tâche que poursuivra M. Charbonneau.

Ce dernier, ancien président de la Centrale de l'enseignement du Québec, a été nommé membre additionnel du Bureau des audiences publiques sur l'environnement. Son mandat prendra fin le 24 jan-

vier 1990 ou à la remise de son rapport à la ministre de l'Environnement, si cette remise est faite à une date ultérieure.

Cette nomination fait partie de la quinzaine annoncée, hier, par le premier ministre Bourassa.

M. Georges Lalande, ancien député libéral de Maisonneuve à l'Assemblée nationale, est nommé commissaire et président de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles (CAML) pour un mandat de cinq ans. Il était jusqu'ici vice-président au Code de la sécurité routière, à la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Me Gaétan Lemoine, directeur général adjoint des services juridiques au ministère de la Justice, est nommé commissaire et vice-président de la CAMLP. M. Laurent

McCutcheon, jusqu'ici vice-président de cette commission, en devient commissaire pour un autre mandat de cinq ans.

M. Jean-Marc Bard est nommé de nouveau sous-ministre au ministère des Approvisionnement et Services, pour un mandat de trois ans.

M. Jean-Guy Gilbert, vice-président de la Commission de police du Québec, est nommé membre et vice-président du Tribunal de la déontologie policière, pour un mandat de cinq ans.

Sont nommés commissaires adjoints à la déontologie policière pour des mandats de cinq ans, Me Louise Cobetto et M. Jean-Paul Poirier, tous deux jusqu'ici membres de la Commission de police du Québec, et Me Pierre Drouin, attaché politique au cabinet du ministre de la Sécurité publique.

Mme Jeanne Coutu, jusqu'ici membre à temps partiel du Conseil des services essentiels, en devient membre à temps plein, pour un mandat de trois ans.

Sont nommés membres du conseil d'administration du Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur, Mmes Lyse Favreau, Louise Grenier et MM. André Moreau et Jacques Saint-Pierre.

Sont nommés régisseurs de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, MM. Aimé Constantin et Jacques Saint-Jean, pour des mandats de trois ans.

POUR MIEUX CONSOMMER...

Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de consommateur.

LE SOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

ENSEMBLE,
POUR
LA FÊTE
DES MÈRES
OFFREZ-LUI BERNARD!

QUANTITÉ LIMITÉE

COLLIER DE PERLES D'EAU DOUCE AVEC FERMOIR OR 14K

CITIEN GUND™ BERNARD INCLUS

L'ENSEMBLE

119.50\$

TOUTE LA DOUCEUR DES PERLES... ET DE BERNARD BIEN SÛR.

L'UNIQUE
BIJOUTERIE
Bernard
DIAMANTAIRE

GALERIES DE LA CAPITALE

SOLDE
COUP

d'éclat!

DERNIÈRE SEMAINE
20 À 50%
DE RABAIS SUR TOUT
EN MAGASIN.

DE PLUS SURVEILLEZ NOS ÉTIQUETTES **COUP D'ÉCLAT** DES VALEURS ÉCLATANTES!



NADAIR

LE PLUS VASTE CHOIX DE VENTILATEURS À QUÉBEC, AUX MODÈLES ET COULEURS MODÉS À PARTIR DE

4995

LumiDécor

• LA RENAISSANCE DE VOTRE INTÉRIEUR •
TOUT POUR ÉCLAIRER • VENTILER • DÉCORER

980 Bouvier, angle Pierre Bertrand Nord
et l'Autoroute de la Capitale
• 628-5522 •
Stationnement à l'arrière

NOVACOM

CONCOURS
DÉCOUVREZ VOTRE CADEAU SOLEIL
de la Banque Laurentienne

DEVENEZ CLIENT ET COUREZ LA CHANCE DE
GAGNER INSTANTANÉMENT
UN CADEAU SOLEIL

Nouveaux clients: Ouverture d'un compte et dépôt minimum de 500 \$*

Clients actuels: Dépôt minimum de 1 000 \$*

À GAGNER

50 lecteurs de cassette / récepteur FM stéréo / AM Walkman Sport Sony (valeur approximative de 99 \$)

250 glacières Thermos 850 de 8 litres (valeur approximative de 24,95 \$)

3000 serviettes de plage Caldwell (valeur approximative de 16 \$)

PLUS Tirage de 5 Grands Prix de 5 000 \$ en chèques de voyage American Express, les chèques de voyage privilégiés de la Banque Laurentienne.

Le concours se termine à l'épuisement des coupons soleil ou, au plus tard, le 9 juin 1989 à 17h00.

INFORMEZ-VOUS DÈS MAINTENANT DES CONDITIONS DE PARTICIPATION!

* Les sommes doivent être déposées pour une période minimale de 60 jours. Pour les clients actuels, les sommes doivent provenir d'une autre institution financière. La seule preuve de participation acceptée est un chèque tiré de telle autre institution.

RÈGLEMENTS OFFICIELS DISPONIBLES DANS LES SUCCURSALES PARTICIPANTES.



BANQUE LAURENTIENNE
DU CANADA

On vous donne les moyens.

1150, Cartier
Québec G1R 2S7

3333, Clémenceau
Beauport G1C 5R9

999, De Bourgogne
Ste-Foy G1W 4S6

4605, de l'Auvergne
Neuchâtel G2C 1H7

1150, St-Félicien,
St-Félicien G0W 2N0

Garderies : le mot d'ordre de fermeture maintenu pour mardi

Les garderies sans but lucratif du Québec maintiennent leur mot d'ordre de fermeture des établissements, mardi, et de démission en bloc des conseils d'administration malgré l'assurance qu'a donnée la ministre Gagnon-Tremblay que les subventions directes aux garderies seront maintenues.

par PIERRE BOULET
LE SOLEIL

À sa sortie de l'Assemblée nationale, mercredi, la ministre a relevé aux journalistes qu'une « entente satisfaisante » était intervenue au conseil des ministres à propos du financement des garderies. Mme Gagnon-Tremblay rendra public, lundi après-midi, le

nouveau mode de financement prévu pour les services de garde.

Pour les porte-parole de Concertation inter-régionale des garderies du Québec (CIRGQ), qui regroupe 350 garderies sans but lucratif, il faudra au moins une confirmation du premier ministre ou du ministre des Finances pour réévaluer les moyens de pression envisagés. « Mme Gagnon-Tremblay nous a trop souvent

donné des assurances qui n'ont pas eu de suite », a commenté Gaston Imbault, un membre de CIRGQ.

Selon Claudette Pitre-Robin, présidente de Concertation, les parents d'au moins 200 garderies sans but lucratif ont décidé de fermer les portes de leurs établissements, mardi. Ce chiffre devrait être dépassé largement au début de la semaine. Quant au mouve-

ment de démission en bloc des conseils d'administration, il ne pouvait être quantifié, hier.

Les représentants des garderies rappellent que leur action collective ne vise pas qu'à s'opposer à d'éventuelles réductions des subventions. « Ce que nous réclamons aussi, c'est une amélioration du financement des garderies », a commenté Gaston Imbault.

À ce propos, les porte-parole des garderies sans but lucratif ne s'attendent à rien de mirobolant de la part de la ministre, lundi. Avant même que le budget fédéral

du ministre Wilson ne vienne assécher les programmes québécois de services de garde, les membres de Concertation jugeaient nettement insuffisante l'injection additionnelle de \$10 millions annoncée par la ministre pour 1989-1990. Or ces millions viennent de s'envoler en fumée dans la foulée des compressions de M. Wilson.

Pour le moment, la rumeur la plus persistante dans le milieu des

garderies laisse entendre que la ministre proposera, lundi, une formule mixte comportant une subvention statutaire de \$30.000 par établissement et un financement gouvernemental correspondant à 30% des revenus obtenus des parents.

Les garderies sans but lucratif ont déjà manifesté, par le passé, leur désaccord face au principe même de ce mode de financement.

Entrepôt de BPC de Senneterre

Les gens de l'Abitibi gagnent la 1re manche

VAL-D'OR — Première victoire pour les gens de l'Abitibi hier : la presque totalité de l'entrepôt de BPC de Senneterre sera consacrée à accueillir des produits toxiques venant de la région.

par NORMAN DELISLE
de la Presse canadienne

La nouvelle a été confirmée aux représentants du Front commun d'Abitibi contre les BPC lors d'une rencontre avec le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, qui était de passage dans la région.

M. Bourassa a également annoncé la nomination de l'ex-syndicaliste Yvon Charbonneau à la tête de l'enquête que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (le BAPE) doit mener dans les prochaines semaines sur le traitement des produits toxiques au Québec.

Aucune décision quant à la

construction d'un incinérateur de BPC à Senneterre ne sera prise tant que le rapport de l'enquête Charbonneau ne sera connu, a promis le premier ministre.

Mais c'est une victoire incomplète : le porte-parole du Front commun, M. Henri-Ulysse Tremblay, a déclaré qu'il ne s'agissait pas « d'une victoire totale, puisque le premier ministre n'a pas été très clair sur deux points : l'avenir du projet de construction d'un incinérateur à Senneterre et le fait qu'une petite quantité de BPC en provenance de l'extérieur de la région devra être accueillie à Senneterre ».

Des gens de l'Abitibi regroupés dans le Front commun mènent

une lutte depuis un an contre le projet gouvernemental.

Ce projet visait originellement à construire à Senneterre un entrepôt de produits toxiques et une usine d'élimination de ces produits.

L'entrepôt a été construit par Selenco, une filiale de Sanivan, et peut accueillir un million de litres. Les travaux d'aménagement de l'incinérateur, non encore entrepris, sont projetés pour 1992 par Sanivan.

M. Bourassa a confirmé que pour donner priorité aux produits toxiques de la région, des instructions avaient été données pour que les produits d'autres régions soient acheminés à Senneterre dans des circonstances exceptionnelles. « On ne peut pas dire jamais », a-t-il dit.

Cette réserve ne satisfait pas

les gens du Front commun, qui ont réaffirmé le principe que chaque région du Québec doit être entièrement responsable de tous les déchets qu'elle produit.

M. Bourassa a dit croire que la compagnie Sanivan respectera cette décision du gouvernement et ne tentera pas de transporter à Senneterre des produits toxiques venant d'ailleurs.

Denis Martel D.D.
Denturologiste
Fabrication et réparation de prothèses dentaires
JOUR ET SOIR SUR RENDEZ-VOUS
Bureau: 667-5459
Résidence: 628-7944
2315, boul. Ste-Anne, Québec

Un juge retire 40 accusations de complot portées contre Marotte

MONTREAL (PC) — Le juge Luc Trudel a accueilli en partie, hier, à Montréal, la requête de l'avocat de Hans Marotte visant à faire casser les 80 accusations portées contre le jeune étudiant relativement à des actes de vandalisme contre des commerces anglophones.

Le magistrat a cassé les 40 accusations de complot, mais a maintenu les accusations de méfaits.

L'avocat de Marotte, Me Robert Lemieux, alléguait que les accusations étaient trop vagues.

L'audition de la cause a été fixée pro forma au 15 juin.

Le juge Trudel a également refusé la requête de la défense pour que le procès soit entendu devant juge et jury en cour supérieure.

VERRES DE CONTACT
CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD
Gaetan Richard, M.D. FRCSC
1045, CHEMIN STE. FOY
QUÉBEC
FACE HÔPITAL ST. SACRÉMENT
683-4450

Merci Maman

VENTE

DE CHANDAILS
tricot de coton et acrylique
choix de styles, de formes
et de motifs
rég. jusqu'à
\$135⁹⁵
39

Norman

PLACE LAURIER PLACE FLEUR DE LYS GALERIES CHAGNON MAIL CENTRE VILLE ENTREE BOUL. CHAREST EST

**À QUÉBEC,
LA MEILLEURE FAÇON
DE COMPRENDRE
TOUTE L'INFORMATION
ÉCONOMIQUE...**

tous les jours, tôt le matin,
il y a du neuf dans

LE SOLEIL

AVEC

Georges Angers

**ABONNEZ-VOUS:
647-3333**

Votre propre piscine... plus accessible que jamais!



Offrez-vous les plaisirs de l'été, dans le confort et la fraîcheur de votre foyer. Nous avons des piscines pour tous les goûts et maintenant, plus accessible que jamais.

financement
9.9%

sur nos piscines hors-terre

* Le financement à 9.9% est valable pour une durée de 24 mois. Ce taux privilégié est applicable sur toutes les piscines hors-terre (sauf le modèle Supra) ainsi que l'équipement qui s'y rattache.

Hâtez-vous!

Cette offre est en vigueur jusqu'au 15 mai 1989 seulement.



Nos clients méritent ce qu'il y a de mieux...
Consultez le Maître Piscinier® Vogue de votre région

ARTHABASKA
55, Rue Girouard
(819) 357-2235/2230

CHARLESBOURG
1545, Boul. Jean-Talon Ouest
(418) 628-0051

PLESSISVILLE
1200, Rue St-Edouard
(819) 362-6464/6130

STE-MARIE DE BEAUCE 1056, Boul. Vachon Sud (418) 387-2121
VILLE DES SAULES 4960, Boul. L'Ornière (418) 872-0051

Plan de financement disponible



Entre les mains de Lavoie-Roux depuis 1987

Un rapport recommande la légalisation des sages-femmes

La ministre de la Santé et des Services sociaux Thérèse Lavoie-Roux possède depuis juillet 1987 un rapport détaillé préparé par un comité d'étude qui recommande l'implantation de la pratique des sages-femmes et l'adoption d'une loi créant une corporation professionnelle des sages-femmes.

par ANDRÉ BELLEMARE de la Presse canadienne

Intitulé « La périnatalité au Québec », le document a été le fruit de réflexions de plusieurs spécialistes au sein du « comité de travail sur la pratique des sages-femmes au Québec », dont la responsable était Mme Jocelyne Gagné, du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Ce rapport, qui devrait être rendu public dans quelques jours et servir de base au projet de loi déjà annoncé par Mme Lavoie-Roux, démontre que le gouvernement aurait pu agir beaucoup plus rapidement, s'il n'avait eu à subir la forte opposition des médecins à la reconnaissance du statut des sages-femmes.

Depuis près de deux ans, le ministère de Mme Lavoie-Roux possède donc les outils qu'il faut pour proposer la légalisation de la profession de sage-femme, puisque le présent document n'a presque pas été modifié depuis qu'il est entre les mains de la ministre.

C'est le correspondant parlementaire du réseau de télévision TVA qui a pu obtenir copie du rapport, en allant frapper à la porte de la commission d'accès à l'information.

Selon une proposition du comité, les sages-femmes devront détenir un diplôme universitaire de premier cycle pour obtenir le droit de pratiquer. On y suggère également un salaire annuel de \$35,000, soit le même traitement que celui d'un pharmacien oeuvrant en établissement.

Le programme de formation devra s'inspirer de ceux des autres pays et traitera notamment des matières suivantes : anatomie, physiologie, pathologie, embryologie, néonatalogie, anesthésie, sociologie, psychologie, éducation sexuelle, approche sage-femme.

On recommande un cours

d'une durée de trois ans (comme dans les pays de la Communauté économique européenne), ou de 18 mois, si l'aspirante possède déjà une formation d'infirmière.

A domicile

La formation clinique doit avoir lieu dans un centre hospitalier et dans la communauté sous la supervision du personnel autorisé, lit-on encore dans le rapport de 140 pages.

L'étudiante sage-femme devrait effectuer au moins 100 examens prénatals et fournir des soins et services continus à au moins 40 femmes enceintes.

Les membres du comité d'étude semblent trouver plus accommodant pour les sages-femmes d'oeuvrer en milieu hospitalier, mais ils ne se montrent pas rebarbatifs à l'idée de pratiquer l'accouchement à domicile.

On signale qu'un certain

nombre de femmes et de couples préfèrent donner naissance à l'enfant à la maison et le comité y souscrit, mais à la condition que des services sécuritaires et des professionnels qualifiés soient disponibles pour assister les sages-femmes.

Un atout majeur

En conclusion, les membres du comité d'étude ne manquent pas de louer la profession de sage-femme et d'en faire ressortir les principales qualités.

« L'expérience des autres pays industrialisés de niveau de vie et de culture comparable aux nôtres nous a démontré que, loin de nous faire reculer, l'intégration de la sage-femme constituerait un atout majeur qui nous permettrait de diminuer certains problèmes et de satisfaire des besoins de la population », écrivent-ils.

Ce n'est certes pas le genre de discours que tiennent certaines corporations professionnelles de la santé, comme celle des médecins, vis-à-vis du rôle et de l'importance des sages-femmes dans la société.

Selon Bombardier, la France n'a pas exigé le départ de Louise Beaudoin de Canadair

MONTREAL (PC) — La compagnie Bombardier a nié, hier, les allégations de l'hebdomadaire français *L'Evenement du jeudi* voulant que la France ait exigé le départ de Mme Louise Beaudoin de sa filiale Canadair.

« Jamais les autorités françaises n'ont demandé à Bombardier le renvoi de Mme Beaudoin », a déclaré la société québécoise dans un communiqué.

Le communiqué précise que le mandat de Mme Beaudoin, qui agissait comme consultante pour Canadair, a pris fin en juillet 1987 quand cette dernière a décidé de rentrer au Canada pour occuper un poste de direction à Téléfilm Canada.

Bombardier soutient également n'avoir jamais entendu parler des demandes de commissions ou des pressions indues dont l'article fait état.

L'hebdomadaire affirmait que l'Office général de l'air, une société parapublique française, aurait exigé de Canadair une commission d'une dizaine de millions de dollars pour donner son accord à l'achat de bombardiers d'eau CL-215 T.

loto-québec		Résultats	
Provincial	Tirage du 89/05/12	Le Mini	Tirage du 89/05/12
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
2149536	1 000 000 \$	137795	50 000 \$
149536	10 000 \$	37795	5 000 \$
49536	1 000 \$	7795	250 \$
9536	100 \$	795	25 \$
536	25 \$	95	5 \$
36	10 \$	13779	1 000 \$
		1377	100 \$
		137	10 \$

Quintessence		Semaine du 89/05/06	
		3	4
SAMEDI		267	7771
LUNDI		173	2676
MARDI		081	9800
MERCREDI		396	6175
JEUDI		750	5455
VENDREDI		841	0250

À DÉCOUVRIR

Des boutiques au rez-de-chaussée et au sous-sol pour vous offrir tout l'essentiel... et même plus; au deuxième étage des services multiples et variés.

PLAZA LAVAL

CARREFOUR DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

PLAZA LAVAL

2750, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy
Stationnement gratuit

Selon des organismes voués au développement international

Le budget Wilson un recul à l'égard du Tiers-Monde

Le regroupement des Organismes non gouvernementaux (ONG) du Québec voués au développement international estime que le récent budget Wilson constitue un grave recul pour la solidarité canadienne à l'égard des pays du Tiers-Monde, « une réduction morale et politiquement regrettable ».

par ANDRÉ DIONNE
LE SOLEIL

Plus, il impose un « changement de cap important » de la nouvelle stratégie d'aide publique au développement en reportant de l'an 2000 à l'an 2040 l'objectif de consacrer 0,7 % du Produit national brut (PNB) au soutien des pays les plus pauvres du monde, lit-on dans un communiqué remis à la presse.

Pire, estiment les dirigeants de l'AQOCI (Association québécoise

des organismes de coopération internationale), les compressions au budget de l'aide publique au développement qui ne représentent pourtant que 3 % du budget gouvernemental, s'élevaient à 25 % des compressions du budget annuel en cours, soit \$360 millions sur \$1,5 milliard.

L'AQOCI est l'organisme parapluie qui regroupe l'ensemble des organismes publics et privés voués au soutien financier et technique des pays en voie de développement.

L'AQOCI regroupe 45 organis-

mes québécois dont Développement et Paix, les Oeuvres du Cardinal Léger, OXFAM, SUCU, etc. et parlait au nom de ses membres.

Au niveau national

La réaction de l'AQOCI va dans le même sens que celles du Conseil canadien pour la coopération internationale et de l'Institut Nord-Sud, un organisme indépendant de recherches.

Dès le lendemain du budget Wilson, les représentants des deux organismes parlaient de « coupures sombres » qui risqueraient de mettre en danger la réputation du Canada et de porter un dur coup à des millions de pauvres dans le monde.

Ces deux organismes, de même que les organisations québécoises, dénoncent aussi le fait que ces compressions vont à l'encontre de la volonté d'une part importante de Canadiens qui veulent faire davantage pour les pays en voie de développement.

On fait allusion particulièrement à deux sondages menés à la fin de 1987 (Institut Nord-Sud et Decima).

Les deux organismes nationaux rappellent que, l'automne dernier, les pays du Tiers-Monde avaient soutenu le Canada pour accéder au Conseil de sécurité de l'ONU pour une période de deux ans.

Ils rappellent également les propos du ministre des Affaires étrangères Joe Clark : « L'interdépendance n'est plus une idée vague, mais une réalité quotidienne. D'où l'importance accrue et pressante de la coopération en matière de développement. C'est là un des éléments importants de notre politique étrangère. »

Les organismes notent donc que « tout intéressants que soient ces préceptes énoncés par M. Clark, ils n'ont pas été suivis par des actes ».

L'ensemble de cette question des compressions aux budgets de l'aide canadienne au développement fait aussi l'objet de débats au cours de la fin de semaine à Banff, en Alberta, lors de la réunion des membres du Conseil canadien de la coopération internationale, l'organisme pan-canadien qui regroupe tous les ONG du pays.

Congrès d'un comité sur le statut de la femme L'absence de la ministre McDougall vue comme « une gifle aux femmes »

OTTAWA (PC) — Mme Lynn Kaye a dit considérer, hier, comme « une gifle aux femmes du Canada », le refus de la ministre Barbara McDougall d'assister à la dernière séance du congrès annuel du Comité d'action nationale sur le statut de la femme, dont elle est la présidente.

Ce sera la première fois, a noté Mme Kaye, que le gouvernement sera absent de cette réunion, à laquelle sont traditionnellement conviés les représentants des partis politiques.

Le chef de l'Opposition libérale, M. John Turner, de même que le leader du NPD, M. Ed Broadbent, participeront à la conférence. Ils seront accompagnés, l'un et l'autre, de la critique de leur parti en matières féminines, Mmes Mary Clancy (PLC) et Dawn Black (NPD).

Au congrès de l'an dernier, quelque 200 féministes ont hué Mme McDougall, au moment où elle a expliqué la politique de son gouvernement sur l'avortement.

Une porte-parole de la ministre, M. Ian Sadinsky, a expliqué que Mme McDougall n'avait pas peur d'affronter les féministes, mais qu'elle préférait avoir un entretien privé avec la direction du comité.


Critiques

Si Mme McDougall s'était présentée au congrès, cette année, elle se serait sûrement fait demander pourquoi le gouvernement a remis à plus tard son projet de

consacrer \$4 milliards à la création de 200,000 places dans les garderies au cours des sept prochaines années.

Les congressistes voudraient

également savoir pourquoi le gouvernement reprendra des contributions gagnant plus de \$50,000 les allocations familiales qu'il leur aura données.



UN RENDEZ-VOUS
pour le printemps

Sittelle

Nous pensons à la beauté par la science avec:

REDKEN TONI & GUY Matrix

Coiffure — Esthétique
Au Petit Quartier
1191, rue Cartier, 2e étage
Québec
529-3761

le manoir MANRÈSE



RÉSIDENCE POUR LES RETRAITÉS

CONFORT • SÉCURITÉ • BIEN-ÊTRE
MAGNIFIQUE VUE SUR LES LAURENTIDES

STUDIOS DISPONIBLES SUR DEMANDE
2 REPAS PAR JOUR ET ENTRETIEN MÉNAGER INCLUS À PRIX TRÈS COMPÉTITIFS!

- un choix de studios, 31' et 41' (semi-meublés)
- surveillance vidéo aux portes principales
- infirmières 24 heures/jour
- service de pastorale
- minibus
- activités sociales
- salle à manger (repas facultatifs)
- balcons individuels
- piscine intérieure
- salon de coiffure
- accommodation
- médecine, podiatre
- salons pour les loisirs et la détente
- bibliothèque
- service bancaire par la Caisse Populaire Belvédère

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 10 heures à 17 heures les samedis et dimanches de 13 heures à 17 heures
Bureau de location: 700, avenue Murray, Québec
Tél.: 683-6438

le manoir MANRÈSE

Venez visiter nos appartements modèles

GRATIS
les 3, 10, 17, 24 et 31 mai

CLINIQUE DE VÉRIFICATION
Les mercredis de la table tournante



Quand avez-vous fait vérifier votre cellule magnétique et votre table tournante pour la dernière fois?

Les disques qui émettent des sons déformés ou distordus sont souvent les victimes d'une pointe de lecture usée ou d'une cellule qui a des difficultés à bien lire un sillon. Nous vous offrons par cette clinique l'opportunité d'avoir une idée de l'état général de votre table tournante et ce, sans frais de votre part, (quelle que soit la marque de votre cellule). Grâce à de l'équipement de vérification perfectionné, nous ferons le nettoyage et l'inspection de votre pointe de lecture, vérifierons la vitesse de la table, le balancement du bras et de la force d'appui, la phase et le balancement des canaux, la séparation, l'antipatinage et facilité à la lecture sur transitoire. Rapportez que votre table tournante et votre cellule magnétique. Les performances améliorées et les coûts de réparation ainsi épargnés valent bien que vous y consacriez un peu de votre temps et d'effort, et cela ne vous coûtera pas un cent.

De préférence sur rendez-vous au 653-7768
Nous ne vérifions pas les cellules céramiques

rotac
électronique inc.

2873, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
Fermé le lundi / 6 salles d'écoute
Service spécialisée en audio de toutes marques
Magasin 653-7768

J A R D I N

Tutti Frutti

FESTIVAL #4010, résine de synthèse, garantie 2 ans.
Rég. 169\$
149\$



EM, tissu garantie à vie. Orange ou blanc.
Rég. 239\$
199\$



VARIABELLA 623, structure blanche ou chrome. Choix de tissu imprimé ou uni.
Rég. 249\$
199\$



GRACIOUS LIVING / GENOVA. Résine de synthèse garantie 5 ans. Rég. 239\$
199\$



KETTLER / CARIBIC #1691 Résine de synthèse garantie 5 ans. Rég. 329\$
289\$



SYROCCO #3918, structure de résine blanche et coussin 2 tons. Jaune ou bleu.
Rég. 219\$
189\$



GRAZIOLI #4764, garantie 2 ans. Coton bleu. Rég. 149\$
125\$
Textilène blanc. Rég. 159\$
139\$



GRAZIOLI #1614. Textilène. Garantie 2 ans.
Blanc **89\$**
Bleu **69\$**



Le PRET A L'EMPIRE DE MEUBLES
ZIP

Demandez la carte ZIP elle vous fera bénéficier de 90 jours sans intérêts.

zip
INTERNATIONAL

Québec, Angle boul. Hamel/Henri IV, (418) 871 22 21

Lévis, St-David, 677, route Trans-Canada (rte 132) (418) 835 15 73

Baisse des réserves de poissons Crosbie reproche aux pêcheurs canadiens leurs prises excessives

OTTAWA (PC) — Les pêches excessives effectuées par des Canadiens, et non pas seulement par des étrangers, sont en train d'épuiser les réserves de poissons de la zone canadienne dans l'Atlantique et font perdre leur emploi à de nombreux travailleurs, a affirmé hier le ministre du Commerce extérieur, M. John Crosbie.

En outre, a-t-il dit, le Canada se propose d'entreprendre des démarches diplomatiques auprès de l'Espagne et du Portugal pour convaincre ces pays et la Communauté européenne d'imposer des restrictions plus importantes dans les zones de pêche situées immédiatement à l'extérieur de la zone canadienne de 200 milles, au large de la côte est.

Prenant la parole au cours de la période des questions aux Communes, M. Crosbie a pré-

cisé que les réserves avaient grandement diminué au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse et qu'une des causes principales de cette diminution était les pêches abusives et les faux rapports des pêcheurs canadiens sur leurs prises.

La réduction importante des quotas imposés à National Sea Products a forcé cette compagnie à annoncer, la semaine dernière, la fermeture prochaine d'une de ses usines de préparation du poisson et de réduire l'activité dans huit autres usines

de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve.

En annonçant les réductions qui frappaient la compagnie, la direction de National Sea avait dit aux pêcheurs qu'ils devaient prendre une part de responsabilité pour ces réductions car ils avaient procédé à des pêches excessives.

À sa sortie des Communes, le ministre a ajouté en présence des journalistes que les pêcheurs devaient développer un plus grand sens de la responsabilité parce que les mesures coercitives seules ne réussissent jamais à régler le problème.

Jusqu'à un tiers des prises réussies au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse n'est pas rapporté aux inspecteurs, a-t-il aussi souligné.

Questions indiscrettes posées à une chômeuse L'ingérence de la Commission de l'assurance-chômage est dénoncée

OTTAWA — La déclaration de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau selon laquelle le gouvernement n'a rien à faire dans la chambre à coucher des Canadiens ne semble pas avoir impressionné outre mesure la Commission de l'assurance-chômage.

par HELEN BRANSWELL
de la Presse canadienne

C'est du moins ce que constate Mme Dawn Black, député néo-démocrate de New Westminster-Burnaby, qui s'est scandalisée, hier en Chambre, à propos d'une lettre reçue par une citoyenne d'un Centre d'emploi du nord de Vancouver.

La lettre, écrite le 10 avril, pose des questions indiscrettes sur la relation qu'entretenait Mme Rose-Marie Roux avec son fiancé.

« J'étais plutôt insultée », a confié Mme Roux lors d'une entrevue téléphonique. « Je crois bien que si j'avais été un homme,

ils ne m'auraient jamais posé toutes ces questions ».

Mme Roux a fait une demande de prestations d'assurance-chômage au mois de mars, après être déménagée à Vancouver. Elle avait quitté son emploi à Winnipeg pour suivre son fiancé, qui avait trouvé du travail à Vancouver.

La lettre demandait à Mme Roux si son fiancé et elle étaient des conjoints de fait, si une date pour le mariage avait été fixée, quelle date était-ce et à quel moment avait-elle été choisie. On lui a aussi demandé si elle avait des enfants.

La lettre prétendait que ces in-

formations étaient nécessaires pour « établir s'il s'agissait d'une relation stable et de longue durée. Il ne fallait pas l'interpréter comme une affaire de moralité ».

« Mais comment peuvent-ils justifier une invasion aussi flagrante dans la vie privée d'un citoyen, a demandé Mme Black.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Barbara McDougall, était absente de la Chambre. Le leader adjoint du gouvernement en Chambre, Jean Charest, a promis que le ministère concerné enquêterait sans tarder.

Un peu plus tard, un porte-parole de la ministre McDougall s'est porté à la défense de la lettre.

« Je pense que ces questions sont légitimes afin de permettre à la commission d'établir si elle avait oui ou non quitté son emploi pour une cause raisonnable », a déclaré M. Rick Perkins.

Lit de Plumes

à découvrir...

Accessoires de chambre à coucher et salle de bains



PROMOTION D'OUVERTURE

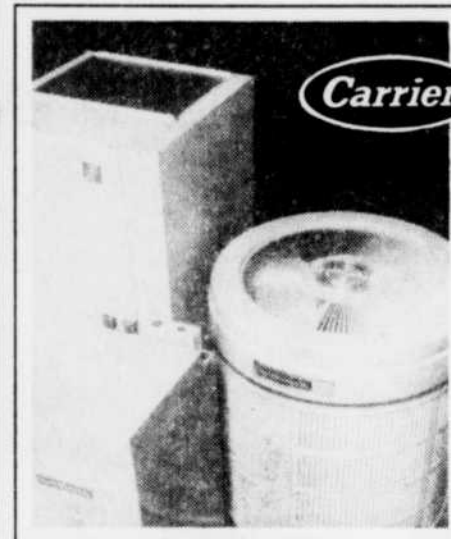
Couette tout duvet - Karo Step

	Grandeur	
Simple	60 x 88	179,95
Double/grand	88 x 88	269,95
Très grand	102 x 88	299,95

Place de la Cité 652-8594

TECHNO-POMPES INC. VOUS VEUT DU BIEN!

Le grand spécialiste de la thermopompe travaille à votre bien-être en vous offrant des produits de qualité et un service effectué par des experts ultra compétents.



les avantages

- CONFORT
- ÉCONOMIE
- CLIMATISATION
- CHAUFFAGE

• Contrôlez vous-même votre chauffage et évitez les hausses de prix intempestives

• Notre sérieux professionnel garantit votre satisfaction.

ESTIMATION GRATUITE
RENSEIGNEZ-VOUS: 623-2022

LES SYSTÈMES
TECHNO-POMPES INC.

5300, des Tournelles, Québec
623-2022

Fonction publique fédérale: l'entente de mars ratifiée par 24 syndicats

OTTAWA (PC) — Vingt-quatre des 27 syndicats des employés de la fonction publique fédérale et représentant 150.000 travailleurs ont ratifié l'entente intervenue en mars entre leurs représentants et l'employeur.

Le Syndicat national de la fonction publique a fait savoir, hier, que tout effort de règlement avait par contre été rejeté par les travailleurs des hôpitaux, les travailleurs maritimes et ceux des services sociaux.

Le contrat collectif d'une durée de 42 mois a été accepté dans une proportion de 70 % au cours du vote dont le taux de participation a été de 83 %.

Le négociateur en chef du syndicat, Albert Burke, a déclaré que des mesures étaient immédiatement prises afin que les négociations reprennent pour les trois syndicats qui ont rejeté les clauses portant sur leurs conditions de travail dans une proportion de 57 %.

DÉCOUVREZ

THULE®

SWEDEN

TOUS SPORTS

TOUTES SAISONS

TOUS VÉHICULES

André Lalonde Sports

NOUVEAU MAGASIN
ST-HYACINTHE
3200, Laframboise,
774-1104

Les rabais TAPE-À-L'OEIL...

ENTREZ VOIR!

50%

GRANDE VENTE

2 POUR 1

SOLDE Spécial

Des produits toxiques enfouis illégalement à Montréal

MONTRÉAL (PC) — Des produits toxiques, dont de l'arsenic, du cyanure et du DDT, qui étaient entreposés depuis 10 ou 15 ans dans une voûte de la ville de Montréal, auraient été enfouis en février dans la carrière Miron, à Montréal, au mépris des normes de sécurité.

Le syndicat des cols bleus de la ville. C'est du moins ce que soutient le En conférence de presse, hier,

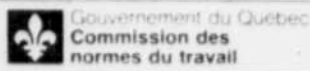
le syndicat s'est porté à la défense de l'un de ses membres, M. René Houle, qui aurait été suspendu indéfiniment après avoir entrepris des recherches, à son retour de vacances, pour retracer les produits toxiques.

Les produits qui auraient ainsi été éliminés sur ordre du gérant de la voûte sont pour la plupart des pesticides interdits par la loi depuis 1976 en raison de leur haute toxicité.

M. Houle, un préposé au service d'extermination, n'aurait découvert les faits allégués que le 2 mai. Trois jours plus tard, il alertait le conseil exécutif de la ville qui a demandé sans tarder au ministère de l'Environnement de faire enquête.

De son côté, le président du comité exécutif de Montréal, M. Michael Fainstat, a dit avoir obtenu l'assurance qu'il n'y avait aucun risque pour la population.

Quant à la suspension de l'employé, M. Fainstat a laissé entendre que la mesure disciplinaire était l'aboutissement d'un dossier chargé pour cet employé et qui a culminé avec une altercation entre l'employé et son supérieur.



La fête de Dollard ou la fête de la Reine

En vertu de la Loi sur les normes du travail, le 22 mai, fête de Dollard ou de la Reine, est un jour férié pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du Québec. En conséquence, tout employé à temps complet ou à temps partiel peut bénéficier d'un congé payé ou d'une indemnité.

Pour avoir droit à un jour férié, ce jour férié doit être un jour ouvrable pour l'employé. De plus, l'employé doit avoir 60 jours de service continu dans l'entreprise et ne s'être absenté ni le jour ouvrable qui précède ni celui qui suit cette fête sans l'autorisation de l'employeur ou sans raison valable.

Un jour ouvrable est un jour où l'employé travaille habituellement ou un jour férié où il est appelé à travailler effectivement. Dans le cas où il doit travailler ce jour, il a droit au salaire correspondant au travail effectué et à une indemnité ou, au choix de l'employeur, à un congé compensatoire d'une journée.

Renseignements

BAIE-COMEAU (418) 589-9931	MONTRÉAL (514) 873-7061
HULL (819) 771-6259	QUÉBEC (418) 643-4940
JONQUIÈRE (418) 695-1940	ROUYN (819) 762-0867
LEVIS (418) 833-6194	SHERBROOKE (819) 565-0441
MATANE (418) 562-2010	TROIS-RIVIÈRES (819) 374-4661

Québec

SEARS CANADA INC. AVIS IMPORTANT DE SÉCURITÉ

LES PROTEGE-LAMES DE CERTAINES SCIES D'ÉTABLI SEARS 8 POUCES ET 9 POUCES SONT RAPPELÉS



8 POUCES (AVANT)



8 POUCES (ARRIÈRE)

Les scies d'établi en cause peuvent être identifiées en retrouvant le numéro de modèle à l'arrière de la scie ou sur la boîte. Les protège-lames des numéros de série suivants sont rappelés.

8 pouces — Numéros de modèle: 113.221610C
113.221611C

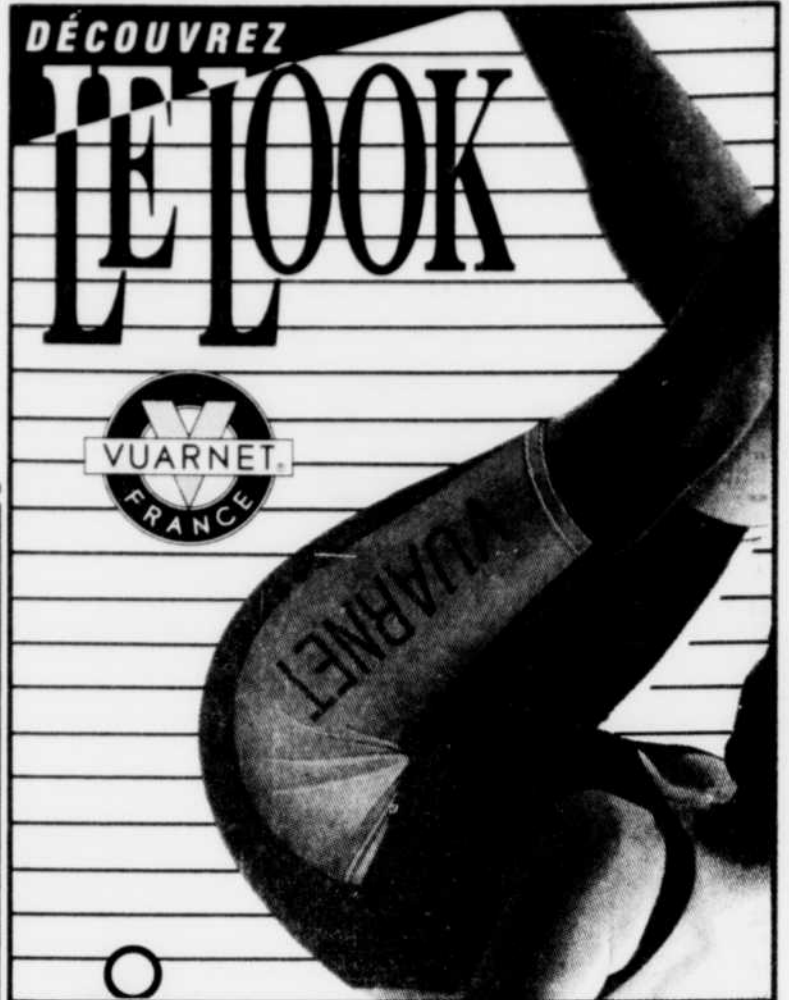
9 pouces — Numéro de modèle: 113.241730C

Le protège-lame de ces modèles peut tomber soudainement sur la lame en mouvement, causant le bris de la charnière du protège-lame. Ceci pourrait résulter en des blessures sérieuses si l'utilisateur est frappé par le protège-lame. Les propriétaires sont avisés de cesser d'utiliser les scies d'établi en cause. Téléphonnez immédiatement au numéro suivant et dites à la téléphoniste que vous désirez faire un interurbain à frais vire.

0-314-426-6500
24 heures par jour
7 jours par semaine

Lorsque vous signalez ce numéro, nous vous ferons parvenir promptement un nouveau protège-lame sans frais.

CE PROBLÈME N'AFFECTE PAS LES AUTRES MODÈLES DE SCIES D'ÉTABLI SEARS CRAFTSMAN.



André Lalonde Sports

QUÉBEC Charlebourg 107-1088 St-Amand-de-Breupré 200, rue Saint-Jacques 87-1000 Sainte-Foy 2000, rue de la Paix F8B-1000 Grand-Mère 100, rue de la Paix	BRUNO La Croisade 2000, rue de la Paix 2-1000-1000-1000 Val-de-Jonction 200, rue de la Paix 200-1000 Bellefleur 200, rue de la Paix 200-1000 CANTONS DE L'EST Dorchester 100, rue de la Paix Grundy 100, rue de la Paix	MADEIRA Grand-Mère 100, rue de la Paix	Mérop 2000, rue de la Paix 200-1000-1000-1000 Victoriaville 200, rue de la Paix 200-1000 Sherbrooke 200, rue de la Paix 200-1000 St-Hyacinthe 200, rue de la Paix 200-1000 SAGUENAY-LAC-ÉLÉONORE Alma 200, rue de la Paix	Chicoutimi 200, rue de la Paix 200-1000-1000-1000 SAS DU FLEUVE Brossard 200, rue de la Paix 200-1000-1000-1000 NOUVEAU MAGASIN ST-HYACINTHE 3200, Laframboise, 774-1104
---	--	---	--	---

Occasion Unique!
VENTE D'ENTREPOT
de
TÉLÉPHONES CELLULAIRES
à partir de **\$695***



- Installation incluse
 - Antenne incluse
 - Garantie incluse
- Jusqu'à 1200 minutes gratuites sur plan tarifaire 950

G. Lebeau COMMUNICATIONS
DIVISION DU GROUPE T.C.G. (Québec) INC.
CENTRE DE SERVICE CANTEL

Jours. Anniversaire STORES

Le prix régulier BouClair est jusqu'à **65% DE MOINS**

Vous ne payez jamais le prix proposé dans le catalogue de nos fournisseurs* vous payez toujours moins.

Service de DÉCORATION à DOMICILE Résidentiel et commercial GRATUIT

Merchandise au même bas prix qu'en magasin!

STORES HORIZONTAUX en magasin (PVC 1 po)

24 x 45 po	7 ⁹⁹	24 x 64 po	14 ⁹⁹
36 x 45 po	14 ⁹⁹	27 x 64 po	15 ⁹⁹
40 x 45 po	16 ⁹⁹	36 x 64 po	21 ⁹⁹
48 x 45 po	19 ⁹⁹	40 x 64 po	23 ⁹⁹
60 x 45 po	24 ⁹⁹	48 x 64 po	28 ⁹⁹

OFFERTS EN IVOIRE, BLEU, BLANC, PÊCHE, GRIS OU ROSE

Toute la collection de **QUINCAILLERIE «KIRSH»** 25%

Tringles décoratives de couleur laiton ou blanc, et tous les accessoires pour draperies.

La où l'important c'est que vous soyez satisfait!

BouClair

BIEN D'AUTRES PRIX SPÉCIAUX EN MAGASIN!

MasterCard VISA
VANIER 365, Soumaindre 681 0613
NEUFCHÂTEL, angle de l'Orme et de l'Auvergne 833 9330
SAINTE-FOY 2975, boul. Laurier 652 6780
LA CAPITAL 5801, boul. des Galeries 678 8760
LEVIS 95, boul. Kennedy 833 4210
RIMOUSKI 36, Montée Industrielle 723 5151
CHICOUTIMI 328, des Siguéniens 549 3535
TROIS-RIVIÈRES 3550, boul. des Forges 819 1111
SHAWINIGAN 3493, boul. Royal 519 5171

Pour atténuer l'effet insécurisant de la séparation

L'enfant doit participer aux décisions d'un divorce

MONTREAL — Séparation, divorce, remariage bouleversent de plus en plus la vie des enfants aujourd'hui. Il est toutefois possible d'atténuer l'effet insécurisant pour l'enfant en le faisant participer dès le début aux décisions.

par LIA LEVESQUE
de la Presse canadienne

C'est la thèse qu'a défendue hier la psychologue Suzanne Barry, qui travaille au Centre de médiation, consultation et expertise psychologique. Mme Barry animait un atelier sur la place de l'enfant dans les transitions familiales, dans le cadre du congrès de la

Corporation professionnelle des psychologues, à Montréal.

Aujourd'hui, les probabilités pour un enfant de voir ses parents se séparer à un moment de sa vie sont de 40 %. Suit souvent une période de vie en famille monoparentale puis, parfois, une « famille recomposée ». Là encore, le risque pour l'enfant de connaître une deuxième séparation est de 50 à 55 %, indique Mme Barry.

Aussi froids que soient ces chiffres, ils n'enlèvent rien à la réalité de la peine de l'enfant. Celui-ci éprouve tour à tour, et avec plus ou moins d'acuité selon son âge, de la tristesse, une période dépressive, de l'insécurité, de la colère, un choc, un conflit de loyauté envers ses parents, de la gêne face à ses amis, de la culpabilité.

Place à l'enfant

Lorsque les psychologues interrogent les parents, ceux-ci assurent qu'ils laissent un droit de parole à l'enfant dans le processus de décision du divorce. Mais la réalité, aux dires de Mme Barry, est toute autre. Les enfants laissent moins de place qu'ils le prétendent.

Très souvent, tout d'abord, l'enfant n'est pas informé de la mésentente entre les parents. Il n'est averti que lorsqu'un des deux parents quitte la maison. Et là encore, parfois on lui ment. « Papa est parti en voyage; il ne reviendra pas avant longtemps. »

La première réaction d'un enfant qui apprend que ses parents se séparent sera le choc. Il refuse la séparation et usera de bien des stratagèmes pour tenter de les réunir, pour que ce soit « comme avant ». La peine, la tristesse l'envahissent; l'enfant n'a plus envie

de jouer. Il est parfois gêné d'amener ses amis à la maison.

L'insécurité est le sentiment dominant chez l'enfant de 8 ans et moins, selon Mme Barry. Dans sa tête, si papa est parti de la maison, ça peut être au tour de maman demain, et lui restera seul à la maison. Il importe de rassurer l'enfant à ce sujet, et pas seulement une fois.

La colère est le sentiment dominant chez l'enfant de 8 à 10 ans. Pour lui, la séparation signifie une baisse du niveau de vie, un changement d'activités sportives, un déménagement. Tout son monde s'écroule.

La culpabilité prendra aussi beaucoup de place. L'enfant entend ses parents se disputer, le soir dans leur chambre. « Qu'est-ce qu'on va faire avec lui ? » L'enfant se dit que ce serait plus simple pour ses parents, s'il n'était pas là. Encore là, la psychologue Barry insiste pour que l'enfant soit rassuré.

Le divorce, la séparation sont certes difficiles à vivre pour les parents, mais à moyen et long ter-

mes, ils s'en tirent mieux que les enfants, soutient Mme Barry.

S'il existe une tranche d'âge où la séparation des parents est encore plus éprouvante pour l'enfant, c'est avant 4 ans et à l'adolescence, note Mme Barry. Entre 5 et 11 ans, le divorce, quoique pénible, peut être mieux vécu parce que l'enfant commence à se détacher de ses parents, qu'il a un cercle d'amis, un support à l'école, qu'il entreprend sa vie sociale.

Droit de parole

Un des meilleurs moyens d'aider l'enfant à passer à travers les transitions de la vie des parents est de le faire participer. Lui donner la parole et certains choix.

Il ne s'agit pas de le laisser décider s'il y aura ou non divorce, mais de le laisser parler au moins. Lui démontrer que son opinion compte, qu'on ne l'oublie pas, qu'il est un membre actif de la famille et non celui qui écoperait de la décision prise plus haut que lui.

Les enfants interrogés demandent, par exemple, de continuer à voir régulièrement leurs deux parents, et pas seulement lors d'oc-

casions spéciales. Ils aimeraient aussi que leurs parents demeurent pas trop loin l'un de l'autre.

Mme Barry cite par exemple des cas où le parent qui quitte la demeure familiale amène l'enfant avec lui pour choisir son nouvel appartement, lui laisse le choix de sa chambre.

Trop souvent, les parents servent l'excuse que l'enfant est trop jeune pour comprendre, avoir une opinion. Peut-être sous-estiment-ils leur enfant.

Nomination de quatre juges

(PC) — Le ministre de la Justice du Québec, M. Gil Rémillard, a annoncé, hier, la nomination de quatre juges à la cour du Québec.

M. Gilles Gagnon, 42 ans, sera affecté surtout à la chambre civile de la cour du Québec, dans la division régionale de Montréal avec résidence à Drummondville, où il pratique le droit depuis 17 ans.

chambre criminelle. Il pratique le droit depuis 17 ans et il était à l'emploi du ministère fédéral de la Justice à Montréal au moment de sa nomination.

M. Louis-Michel Héru, 46 ans, procureur en chef adjoint depuis 1978 dans le district de Joliette, a été nommé dans la division régionale de Montréal avec résidence à Joliette. Il sera affecté principalement à la chambre criminelle.

M. Jean R. Beaulieu, 42 ans également, comblera une vacance à la division régionale de Montréal, avec résidence à Joliette. Il sera affecté principalement à la

venez partager nos secrets



ESPRIT

COUPON-RABAIS 20%

sur toute la marchandise "Esprit"
vêtements et chaussures pour hommes, femmes et enfants.

Valable jusqu'au 21 mai 1989
Applicable à la boutique Le Temps de Place de la Cité seulement.

PLACE de la CITÉ
2635, boul. Hochelaga, Ste-Foy

STATIONNEMENT INTÉRIEUR GRATUIT

SPECIAL DE MAI

Nettoyage à domicile de TAPIS ET MEUBLES REMBOURRÉS

2 PIÈCES	89\$
3 PIÈCES	119\$
4 PIÈCES	149\$

L'offre se termine le 3 juin 1989. Un salon + une salle à manger combinés sont considérés comme 2 pièces. Une salle familiale au sous-sol peut être considérée comme plus d'une pièce selon la dimension.

CORRIDORS: 20¢ additionnels
SPECIAL MEUBLES 1 canapé + 1 fauteuil 119\$95

LES NETTOYEURS net-top 683-4995

LANCÔME



Découvrez "Bienfait du Matin"

Que vous choisissiez cuire, cannelé, pêche ou cuire, la crème de jour Bienfait du matin agit de 3 façons:

- PROTEGE:** le film lipidique renforce la protection naturelle.
- HYDRATE:** les agents hydratants gardent l'épiderme humide.
- FILTRE:** les filtres spéciaux protègent contre les rayons UVA et UVB.

Bienfait du matin, pour continuer la journée en douceur. Procurez-vous la crème qui vous convient pour peaux sèches et sensibles ou pour peaux normales et grasses. 21,50 \$ le tube de 50 ml.

OFFRE SPÉCIALE

À l'achat de 19,99 ou plus de produits Lancôme à la Baie, vous pourrez vous procurer pour seulement 24,99 de plus un magnifique sac La Caballero contenant les 5 produits suivants:

- crème hydratante multi-actions Traxo-Hydra, 20 ml
- crème baïaïe douce Exfoliance, 20 ml
- Cosmétique du Soleil - crème gelissant, 20 ml
- rouge à lèvres satin, rose tendresse et vernis à ongles satin, rose rouge

La valeur au détail du sac La Caballero est de 25 \$, la valeur des 5 produits contenus dans le sac est de 39,95 \$.

Valeur totale de 64,95 \$.

Produit de Lancôme, 1989-1990.

L'offre débute lundi et se termine le 27 mai 1989.

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

la Baie

Galerias de la Capitale et Place Laurier, lun. à mer. de 9h30 à 17h30, jeu. et ven. de 9h30 à 21h, sam. de 9h à 17h.
Galerias de la Capitale, 627-5922 • Place Laurier (mail Sud-Ouest), 627-5959



Coupable de voies de fait sur son ex-épouse

Le policier Côté absous conditionnellement

Le policier Denis Côté, de la Sûreté municipale de Lévis, qui a reconnu, au début du mois, sa culpabilité relativement à des voies de faits avec lésions sur son ex-épouse, a bénéficié, hier, d'une absolution conditionnelle de la part du juge Mark Dubé.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

La sentence a été assortie d'une ordonnance de garder la paix pendant deux ans et de poursuivre la thérapie entreprise avec le psy-

chologue Martin Courcy.

Dans l'énoncé de sa sentence, le juge Dubé, de la chambre criminelle, a révélé avoir tenu compte, entre autres, du passé judiciaire vierge de l'accusé, de son travail exemplaire à titre de policier, ainsi que des profonds remords qu'il

a éprouvés à la suite de ces incidents, survenus le 8 janvier.

Après s'être rendu au domicile familial qu'il avait quitté depuis quelques mois, Denis Côté avait alors violemment battu son épouse, lui fracturant un poignet et un doigt, en plus de lui infliger plusieurs ecchymoses.

Le juge Dubé a mentionné hier que la victime ne nourrissait aucun désir de vengeance et qu'elle souhaitait même que son ex-mari

reprenne son travail.

Le directeur de la Sûreté municipale de Lévis, M. François Magier, n'a cependant pas voulu révéler si l'accusé réintégrera ses fonctions. « Je vais faire mes recommandations en temps en lieu au conseil de ville à ce sujet », a mentionné M. Magier.

Maisons de femmes

La sentence a été rendue en présence d'une trentaine de femmes, représentant quatre maisons pour femmes violentées,

de Québec, Lévis, L'Islet-sur-Mer et La Malbaie.

À la sortie de la cour, une porte-parole du groupe a refusé d'émettre quelque commentaire que ce soit, préférant conserver ses propos pour la semaine prochaine, après une réflexion plus profonde.

« Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous rêvons du jour où les femmes pourront vivre dans le respect et la dignité », a-t-elle conclu laconiquement.

Disparue depuis 3 ans

La police de Québec recherche toujours Isabelle Bourgeot, âgée de 36 ans, disparue de son domicile depuis novembre 1985. Grâce à la collaboration de la police de Toronto, un système d'ordinateur peut produire des photos des sujets disparus, vieillies de quelques années. Mme Bourgeot a des grains de beauté au visage et des cicatrices à l'avant-bras gauche. La dernière fois qu'elle fut aperçue, elle portait un manteau brun clair et des bottes en caoutchouc. Elle mesure 1.67 m, pèse 50 kg, a les cheveux noirs frisés et souffre de troubles psychiatriques. Tout renseignement être transmis au numéro 691-6001.

Port de Québec: de la poussière de « clinker » ennue des automobilistes

Poussés par de forts vents, des nuages de poussière de « clinker », un composé qui entre dans la fabrication du ciment, se sont déposés sur des automobiles, hier, dans les environs du port de Québec, forçant leur propriétaire à les nettoyer à l'aide d'une potion spéciale.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Le phénomène a été observé depuis quelques jours, à la suite du transbordement de 20,000 tonnes de cette matière, au quai 52 du port de Québec.

En temps normal, souligne M. Raymond Goulet, porte-parole de la compagnie Arrimage Inc., spécialisée dans le transbordement de matériel en vrac, la poussière de « clinker » demeure au sol. Mais les rafales d'hier ont contribué à la semer aux quatre vents.

Ces nuages, non toxiques faut-il préciser, auraient même atterris dans certains secteurs du quartier Limoilou.

Selon un ingénieur de Ciment Saint-Laurent, destinataire de la cargaison, le « clinker » ne présente pas de dangers pour la peinture des automobiles, si celles-ci sont tout d'abord rincées à grande eau, puis lavées grâce à une recette spéciale, à savoir : 1.5 once d'acide muriatique 45 % et 1.5 once de savon pour auto, additionnées à une chaudière d'eau tiède ou chaude.

« Le clinker peut, dans certains

cas, altérer une peinture déjà en mauvais état, mais cette recette apporte généralement de très bons résultats », mentionne M. René Cossette.

POUR BIEN CONSTRUIRE ET RÉNOVER...

Le cahier HABITAT du SAMEDI, un outil indispensable pour simplifier vos conceptions de rénovation.

LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 9h00 à 12h00



Recherchés

La Sûreté municipale de Sainte-Foy est à la recherche de ces deux individus, à l'origine d'une affaire d'extorsion de \$3,000. Le premier (à gauche), âgé de 25 à 30 ans, mesure environ 1.70 m et pèse quelque 65 kg, a les yeux foncés et les cheveux foncés, de même que la barbe. Le second est âgé d'environ 20 ans, mesure 1.77 m et pèse quelque 72 kg, a les yeux bleus et les cheveux châtain clair. Tout renseignement peut être transmis au sergent-détective Ghislain Fortin, au numéro 654-4561.



A plus forte raison!

A plus forte raison, notre meilleur choix pour protéger l'auto de nos rêves, c'est **Wawanesa**

Depuis longtemps, on en rêvait... une voiture toutes options... le luxe quoi! Et ce rêve est devenu réalité. Oui, nous avons choisi toutes les options et, à plus forte raison, la dernière, la meilleure... celle qui a fait ses preuves. Une assurance-auto à toute épreuve. Collision, vol, responsabilité civile... c'est Wawanesa, une compagnie

financièrement parmi les plus stables du Canada. Pas née d'hier, et super-efficace, Wawanesa connaît bien la clientèle, ses habitudes et la valeur réelle des biens à protéger depuis 90 ans. C'est Wawanesa... à plus forte raison et à toute épreuve.

Faites donc comme Françoise et Claude, consultez un représen-

tant-conseil Wawanesa, il vous recommandera la meilleure protection au meilleur taux, sans oublier les modalités de paiement qui facilitent le règlement des primes. Téléphonnez-lui dès aujourd'hui. Il y en a un près de chez vous ou de votre travail, car les bureaux Wawanesa couvrent tout le Québec.

Wawanesa, l'assureur de taille qui vous protège.

Québec:
2070, chemin de la Canadière G1J 2E6
661-7741
Ouvert de 9 h à 20 h
Le jeudi jusqu'à 21 h
Le samedi jusqu'à 13 h

Charlesbourg:
6975, av. Isaac-Bédard⁽¹⁾
G1H 3A4 661-7741

Ste-Foy:
Centre commercial Carrefour La Pérade
3440, chemin des Quatre-Bourgeois⁽¹⁾
G1W 4T3 661-7741

Chicoutimi:
475, rue des Champs-Élysées⁽²⁾
G7H 5V7 543-7791

Rimouski:
192, rue St-Germain Est⁽²⁾
G5L 1A8 723-7873

Aïma:
496, av. du Pont Nord⁽¹⁾
G8B 5E6 662-2429

⁽¹⁾ Ouverts de 9 h à 17 h 30
Le jeudi jusqu'à 21 h
⁽²⁾ Ouverts de 9 h à 17 h 30
Le jeudi jusqu'à 21 h

Fin Solignum pour Patios, Terrasses et Mobilier

SOLIGNUM POUR PATIOS, TERRASSES ET MOBILIERS

Fini opaque hydrofuge pour balcons, escaliers et mobiliers d'extérieur

- Avec le changement de style de vie d'aujourd'hui, ce produit a gagné en popularité et est devenu un des plus populaires de la ligne SOLIGNUM.
- Villageois et citadins prennent de plus en plus le temps de vivre en plein air.
- Cette teinture est la formule idéale pour faire ressortir toute la beauté de votre terrasse ou de vos meubles d'extérieur, tout en les imperméabilisant.
- D'un superbe fini satin, elle résiste aux effets nocifs du soleil sans fendiller, peler ou cloquer.
- Elle est si durable qu'elle résiste même aux va-et-vient sur les terrasses, les escaliers et les patios, gardant ainsi leur fini.
- Idéale pour tables de pique-nique car les taches de graisse et de nourriture se laveront très facilement.
- Employez-la pour teindre les pierres de votre patio.
- La teinture SOLIGNUM pour patios, terrasses et mobiliers est offerte en plusieurs couleurs de bois naturel: bois rouge, cèdre, teck, vert, gris et incolore.

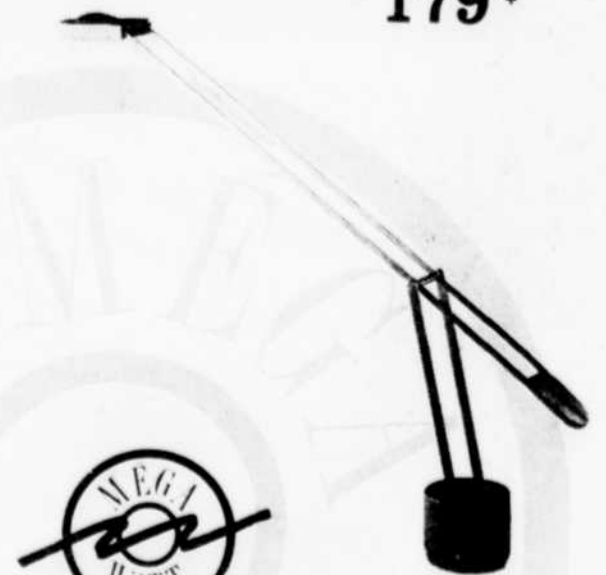
SPÉCIAL 23⁹⁶\$ / 4 litres

PEINTURE JACQUES DROUIN inc.
350, Saint-Vallier Ouest, Québec
face au centre Durocher 522-2820

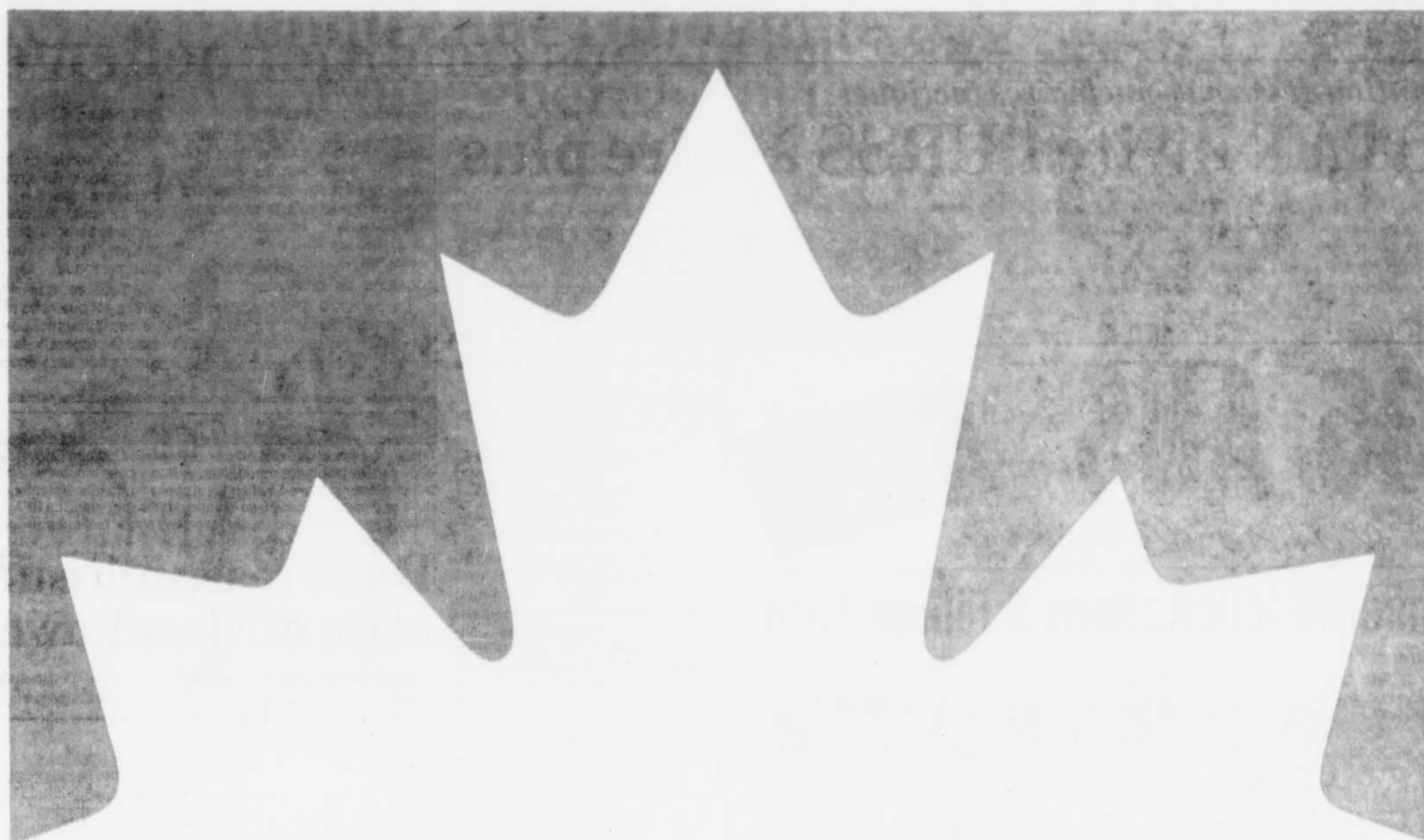
Pour moins de 200 000 litres!

Pour moins de 200 000 litres, offrez-vous l'ambiance italienne en permanence! Cette lampe halogène 50 watts est munie de deux intensités. Réduite à 199 000 litres, oups! Lampe de table

179 \$



LUMINAIRES
1400, St-Jean Baptiste,
Québec, (418) 871 8900
Angle: Hamel et Henri-IV



PETRO-CANADA[®] DES PRODUITS DE QUALITÉ MAXIMUM

OBTENEZ LE MAXIMUM AVEC LES ESSENCES
MAXIMUM

Présentez le bon-rabais ci-dessous à toute station-service Petro-Canada participante et faites le test de la qualité Maximum.



QUALITÉ
MAXIMUM

1\$
DE
RABAIS

Obtenez 1 \$ de rabais en présentant ce bon à l'achat d'au moins 25 litres de Maximum, de type ordinaire, de Maximum Plus, de type intermédiaire, ou de Maximum Suprême, notre essence sans plomb ayant l'indice d'octane le plus élevé (ou à l'achat de tout autre carburant Petro-Canada).

Valable jusqu'au 15 juin 1989 inclusivement.

Un seul bon par achat. Aucune valeur de rachat. Reproductions mécaniques non acceptées. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre.



LE MONDE

Diminution des armes nucléaires tactiques

L'OTAN invite l'URSS à faire plus

BRUXELLES (AP, Reuter, AFP, PC) — L'OTAN a estimé, hier, que la réduction d'armes nucléaires annoncée unilatéralement par l'Union soviétique représentait un pas « positif » mais « modeste », mais des responsables américains ont soutenu que la démarche soviétique visait avant tout à diviser l'Alliance atlantique.

Les dirigeants de l'OTAN réagissaient à la décision du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev de retirer 500 ogives nucléaires d'armes à courte portée de l'Euro-

pe de l'Est cette année.

Le secrétaire d'État américain James Baker a aussi émis que l'annonce soviétique constitue un « bon pas, mais un petit pas », mais il a estimé que le geste du Kremlin en était un manifestement « conçu pour l'opinion publique ». Un haut responsable américain, qui a requis l'anonymat, a été plus loin, en parlant d'une tentative de créer une scission au sein de l'OTAN.

Baker, qui a fait une escale au siège de l'OTAN à Bruxelles à son retour de Moscou, a invité l'URSS à aller encore plus loin.

Diminution modeste

L'OTAN, de son côté, a porté un jugement similaire sur la proposition soviétique. « Étant donné l'importance de l'arsenal nucléaire tactique soviétique, nous pouvons considérer une réduction de 500 têtes comme une mesure positive, bienvenue, mais plutôt modeste, vu ce que l'OTAN a déjà fait unilatéralement », souligne un communiqué du Conseil de l'Atlantique Nord.

À Ottawa, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark a dit que l'annonce soviétique était « un pas important dans la bonne direction ».

À Bonn, où le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze est arrivé hier en plaidant pour l'élimination totale des armes nucléaires à courte portée, le chancelier Helmut Kohl a aussi vu dans le geste de Moscou un « pas dans la bonne direction ».

Il a toutefois rejeté l'idée d'une élimination totale des missiles nucléaires du territoire européen.

Différend RFA-USA

Bonn milite activement pour l'ouverture de négociations avec l'Est sur les SNF, alors que Washington et Londres y sont opposés.

De son côté, la Grande-Bretagne a fait valoir qu'un retrait n'était pas une réduction définitive des missiles soviétiques à courte portée.



Le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze (à gauche) s'est rapidement rendu, hier, à Bonn pour rencontrer son homologue ouest-allemand Hans-Dietrich Genscher afin de lui communiquer les détails de la nouvelle proposition soviétique de désarmement. La RFA est le pays qui milite le plus en faveur de la réduction des armes tactiques au sein de l'OTAN.

Bush ressuscite une offre d'Eisenhower

COLLEGE STATION, Texas (AFP, NYTNS) — Le président George Bush a appelé, hier, l'URSS à « détruire le rideau de fer » et, dans le but apparent d'attirer l'attention des alliés européens, a ressuscité la politique du « ciel ouvert ».

dire que sa suggestion avait été retenue, a indiqué l'entourage du premier ministre.

Il y a 34 ans, le président des États-Unis Dwight Eisenhower avait proposé à l'URSS cette politique par laquelle les avions de reconnaissance des deux superpuissances seraient autorisés à survoler le territoire de l'autre pays. Cette proposition, faite à l'apogée de la Guerre froide, n'avait pas été retenue par l'Union soviétique.

Dans un discours prononcé à l'université Texas A and M, Bush a suggéré à Moscou de conclure rapidement un tel accord de « ciel ouvert ».

Suggestion de Mulroney

À Ottawa, le premier ministre Brian Mulroney a déclaré qu'il avait suggéré à Bush de ne pas limiter aux deux seules superpuissances sa proposition de « ciel ouvert », mais d'y associer les autres membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Le président américain a téléphoné à Mulroney, jeudi, pour lui

« Détruisez le rideau de fer », a lancé Bush à l'adresse du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Il a appelé Moscou à respecter ses promesses de la fin de la Seconde Guerre mondiale et à soutenir l'autodétermination des pays d'Europe de l'Est.

« Nous sommes impressionnées par une plus grande tolérance envers la dissidence, par la nouvelle franchise concernant l'ère stalinienne. M. Gorbatchev, ne vous arrêtez pas », a-t-il lancé.

35 ANS

à votre service

Merci de votre fidélité!

Sincères félicitations à Fillion Ford

Cette mention n'est décernée qu'à un nombre restreint de concessionnaires qui excellent dans toutes les facettes de l'exploitation de leur établissement.

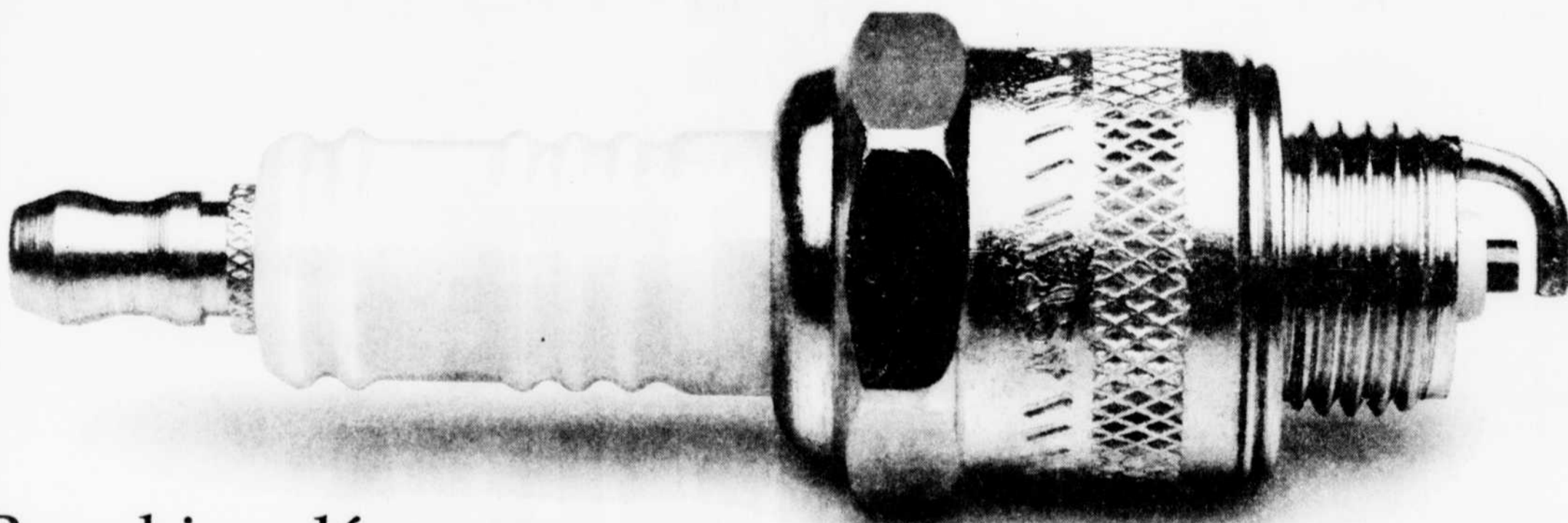


Leopold Fillion (à gauche), président de Fillion & Frères (1976) inc., Pierre Barabé (au centre), directeur régional pour la région de l'Est, et Jack Clissold (à droite), de Ford Canada.

FILLION
822-0610
& FRÈRES (1976) Inc.
L'ange-Gardien



6218, boul. Sainte-Anne, L'Ange-Gardien. 822-0610



Pour bien démarrer,
Desjardins me propose quelque chose de plus que ça.
Les avantages de son prêt-auto*

1. Remise de 1%
sur le montant emprunté
(maximum de 200 \$)
jusqu'au 2 juin 1989**

- Versée à mon compte dès la signature du contrat.
- Applicable uniquement sur les prêts consentis pour l'achat d'une automobile neuve ou d'un camion léger neuf.

2. Possibilité de remboursement hebdomadaire

- Facilite l'administration de mon budget.
- Sans frais additionnels.

3. Taux d'intérêt réduit

- Rabais consenti par rapport au taux en vigueur sur le prêt personnel de la caisse.

De plus, ma caisse offre d'autres avantages non négligeables tels que les services de conseillers expérimentés et une expertise qui me permettront d'obtenir la réponse à ma demande de prêt généralement en moins de 24 heures. Aussi, j'ai la possibilité de rembourser mon prêt totalement ou partiellement avant terme et ce, sans pénalité.

PARCE QU'ON EST PLUS PRÊTS



La caisse populaire
Desjardins

* En vigueur dans les caisses participantes affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec. ■ Le prêt doit être consenti sous la forme d'un prêt personnel ou d'une marge de crédit personnelle.

** Le membre doit fournir une preuve d'achat reconnue (contrat d'achat) ■ Dans le cas d'une consolidation de dettes, la remise est calculée uniquement sur le montant d'emprunt destiné à l'achat d'une automobile neuve.

L'Église panaméenne condamne le gouvernement du général Noriega

PANAMA (NYTNS, AFP, AP) — L'Église catholique panaméenne s'est livrée hier à une virulente attaque contre le gouvernement du général Manuel Antonio Noriega, mettant en doute sa légitimité morale et invitant les forces armées à désobéir aux ordres de répression de la population.

La déclaration de l'Église, qui possède une grande influence dans ce pays à majorité catholique, a été émise au moment où les premiers renforts de troupes dépêchés par le président américain George Bush arrivaient sur le sol panaméen.

C'est la première fois que l'Église panaméenne intervient si directement dans la crise qui touche le pays depuis 18 mois.

Washington cherche une terre d'asile pour Noriega

WASHINGTON (AFP) — Les États-Unis discutent actuellement avec des pays pour savoir s'ils seraient prêts à accueillir le général Manuel Noriega au cas où celui-ci accepterait d'abandonner le pouvoir et de quitter le Panama, a révélé hier Brent Scowcroft, conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité nationale.

Scowcroft, qui s'adressait à des journalistes à bord d'Air Force One, l'avion du président en route vers le Texas, a refusé de nommer les pays en question.

Une démarche semblable avait été faite l'an dernier, après l'inculpation de l'homme fort du Panama pour trafic de drogue par un tribunal de Floride. En mars 1988, l'Espagne avait accepté d'accueillir le général Noriega, à condition que les États-Unis abandonnent les poursuites judiciaires intentées contre le colonel. Mais le président Bush a déclaré jeudi qu'il n'était pas question pour lui d'accepter que l'inculpation du général Noriega soit levée.

dans la dignité », déclare la déclaration signée par les 10 évêques de la Conférence épiscopale panaméenne.

Les évêques, qui ont ordonné que leur déclaration soit lue demain à toutes les messes, ne sont pas allés jusqu'à demander l'expulsion de Noriega. Toutefois, implicitement, ils ont mis en doute le droit moral de son gouvernement de garder le pouvoir.

Arrivée des soldats US

Par ailleurs, alors que les renforts militaires américains commencent à arriver, plusieurs centaines de parents de soldats et diplomates américains faisaient rapidement leurs bagages pour rejoindre l'une des 10 bases américaines dans la zone du canal.

Sur le plan diplomatique, le président Bush espère à présent que l'opinion publique internationale, qui a largement dénoncé les élections frauduleuses de dimanche, amènera le général Noriega à faire ce que Ferdinand Marcos a fait voilà trois ans aux Philippines : accepter de partir.

Mais si certains pays européens ont condamné le général Noriega, il n'en est pas de même pour les nations d'Amérique Latine, qui ont répondu très lentement à l'appel de Bush, selon des responsables du département d'État.

Lors d'une réunion mercredi de l'Organisation des États américains (OEA), seuls le Venezuela, le Pérou et le Salvador se sont joints aux États-Unis pour dénoncer le général Noriega. Les délégués des 27 autres pays sont restés silencieux. Cependant, le conseil permanent de l'OEA a adopté hier à l'unanimité la requête du Venezuela demandant l'examen de la situation panaméenne, mercredi.

Grève générale

L'opposition panaméenne a de son côté appelé hier à une grève générale d'une durée indéterminée à partir de mardi prochain, pour exiger « le respect des résultats » des élections générales de dimanche dernier, qui ont été invalidées par le tribunal électoral nommé par Noriega.



Ces marines, venant du Camp Lejeune, en Caroline du Nord, sont arrivés hier au Panama pour prêter main-forte aux 10.000 militaires américains déjà en place dans le pays d'Amérique centrale. Les renforts dépêchés par le président Bush totaliseront 1.900 hommes.

Si votre fournaise vous donne des frissons...



En matière de chauffage, Esso vous donne toujours la solution. Être bien chez soi, bien au chaud, c'est la moindre des choses. Confort au foyer Canada vous donne toutes les raisons d'exiger le confort le plus parfait: chez nous, vous avez droit aux meilleurs produits, au meilleur service, et même si le confort n'a pas de prix, aux meilleures économies!

1\$ C'EST DONNÉ!

36⁹⁵\$ PAR MOIS Si vous louez une fournaise de Confort au foyer Canada, en plus de profiter de la haute technologie de nos appareils, vous pourrez économiser jusqu'à 24% sur votre consommation de mazout. Notre plan de location de 5 ans vous donne plusieurs avantages: un plan de protection d'une valeur de 500\$

pour toute la durée de la location, un service de réparation d'urgence jour et nuit et, en bout de ligne, pour seulement 1\$, vous êtes propriétaire de votre fournaise!

AVANT LE 1^{er} AOÛT, C'EST GAGNÉ!

Si vous profitez de cette offre avant le 1^{er} août 1989, vous pourrez participer à six grands tirages! De plus, vous ne commencerez à payer que le 1^{er} octobre de la même année, en paiements différés, pour ainsi mieux planifier vos dépenses de chauffage.

2 climatiseurs D'une valeur de 3 425\$ chacun, 2 appareils de climatisation pour encore plus de confort dans votre foyer. Quelle que soit la période de l'année, Esso prend plaisir à vous dorloter.

2 filtres électroniques Aujourd'hui quand on parle confort, la qualité de l'air est une priorité. Vous pouvez aussi gagner l'un des 2 filtres électroniques à air Electro Air, modèle SS10. Prenez une grande respiration... c'est peut-être votre nom qui sera tiré!

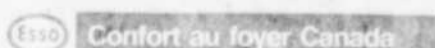
2 radiateurs décoratifs Un peu de luxe fait aussi partie du confort. Embellissez votre décor! Courez la chance de gagner l'un des 2 radiateurs décoratifs Acova, modèle porte-serviettes Scala. Finis les frissons après la douche ou le bain!

Si votre fournaise vous a donné des frissons cet hiver, rien ne sert de vous en faire! Confort au foyer Esso s'occupe de tout. Appelez sans tarder Confort au foyer Esso.

(418) 622-3776


* Installation régulière. Fournaise à air pulsé. Taxes incluses base 60 mois.

LE CLIMAT IDÉAL



* Certains produits ou services peuvent ne pas être offerts dans votre région.

RÉHARMONISATION PAR LE SON
avec **Jean Larouche**



Atelier de croissance par le pouvoir des sons et des musiques, le fruit d'une vie de recherche d'un musicien de l'âme et de la vie, l'un des rares spécialistes québécois de la vibration comme moyen d'éveil et d'harmonisation de l'être, formé en chant classique, 25 ans de direction chorale, musicothérapeute, consultant et conférencier.

VENDREDI 19 MAI, 20h (entrée libre)
ATELIER: 1-20 MAI, 9h-17h
Aucun prérequis musical

Centre **le lotus**
688-9110

JARDIN

Tutti Frutti



De ALLIBERT, chaise MAXI-PUB superposable, 100% résine. Garantie 3 ans.

Dossier haut Reg.: 35,95\$ Dossier bas Reg.: 24,95\$

29⁹⁵\$ 19⁹⁵\$

Jusqu'au 20 mai 1989

zip

Québec
Angle Boul. Hamel/Henri IV
(418) 871 22 21

Levis, St David
677, route Trans-Canada (rte 132)
(418) 835 15 73

PAIEMENT DIRECT DESJARDINS

« REGARDEZ AUTOUR DE VOUS. PLUS ÇA VA, PLUS ON PEUT PAYER COMPTANT AVEC LA CARTE MULTISERVICES DESJARDINS. »

« Voyez-vous ce symbole ? Il y a de plus en plus de commerçants qui l'affichent, parce qu'ils veulent offrir à leurs clients le mode de paiement le plus moderne, le plus pratique et le plus... comptant qui soit. »



Les marchands suivants afficheront **très bientôt** le symbole "PAIEMENT DIRECT DESJARDINS". Préparez-vous à entrer avec eux dans l'ère du comptant électronique !

ATTENTION ! Le service Paiement direct Desjardins est disponible **DES MAINTENANT** dans les commerces identifiés par un astérisque (*).

Des frais minimes pourraient s'appliquer à l'utilisation de ce service. Consultez le personnel de votre caisse Desjardins.

Paiement direct Desjardins: un autre service au service du progrès.

PRES DE 200 MARCHANDS OFFRIRONT TRÈS BIENTÔT LE SERVICE PAIEMENT DIRECT DESJARDINS SUR LE TERRITOIRE DE LA FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS DE QUÉBEC.

QUÉBEC METROPOLITAIN

- *A L MARQUIS (METRO)
- ALIMENTATION LAROCHE (METRO)
- ALIMENTATION JEAN PIERRE COTE
- ALIMENTATION JOS MARARD (METRO)
- *ALIMENTATION J A P INC (METRO)
- *ALIMENTATION N D L ENR (ESSO)
- ALIMENTATION P A L ENR (PROVISOR)
- ALIMENTATION RAYMOND INC (IGA)
- *ALIMENTATION SERRO INC
- SPORTS TONNEAU
- *BEGIN & OLIVIER (METRO ST EMILE)
- BIJOUX CENTRE STE FOY INC
- CANAC MARQUIS
- CANAC MARQUIS
- CENTRE DE SERVICE LAC BEAUPORT (PROVIG)
- CLUB DE GOLF STONHAM
- CONTRÔLE PLACER MODERN
- *COOP CONS TILLY (COOPRIX STE FOY)
- COOPRIX TONNEAU
- *DEPANNEUR D B (PROXII)
- *DEPANNEUR D B (PROXII)
- *DEPANNEUR D B (PROXII)
- *DEPANNEUR D B (PROXII)
- *DEPANNEUR D B (PROXII)
- *DEPANNEUR ETOILES (SHELL)
- *DEVELOPPEMENT GERARD ROUSSEAU (PROXII)
- *ENTREPRISE YVREUR INC (DEPANNEUR)
- *ENTREPRISE YVREUR INC (DEPANNEUR)
- ENTREPRISES BOULIARD INC (IGA)
- ENTREPRISES GUY LAROCHE (PROVISOR)
- ENTREPRISES J P ASSAULT
- *GAZ BAR GRAND LIGNE
- GESTION BOUCHARD & ST PIERRE (UNIPRIX)
- *JEAN PAUL DORION INC (METRO)
- LES SUPERMARCHES D P INC (METRO)
- LES SUPERMARCHES D P INC (METRO)
- LES SUPERMARCHES D P INC (METRO)
- LEVSQUE FR HUMOND (RONA)
- LICAROUTE INC
- LUIS EUGENE RHEAUME INC (PROVIG)
- *MARC TANGUY (PROXII)
- MARCHE BON PASTEUR ENR
- *MARCHE CENTRE VILLE (METRO)
- MARCHE DE LA CITE (PROVIG)
- *MARCHE GALERIES DUPLESSIS (METRO)
- PRESSES DE L'UNIVERSITE LAVAL

- 963 Mainouy, Ste-Foy
- 1374 Chemin Ste-Foy, Que
- 1390 Chemin Ste-Foy, Que
- 1600 4 Avenue, Que
- 5003, 4 Avenue, Charlesbourg
- 335 Avenue Notre-Dame, Charlesbourg
- 2500 Chemin St-Louis, Ste-Foy
- 1500 Chemin St-Louis, Que
- 707 boul Charest-ouest, Que
- 241, 1 Avenue, Stoneham
- 490 des Erables, St-Emile
- 3075 boul. Hamel, Québec
- 25, Maréchal de l'incarnation, Que
- 1200 80 Avenue, Charlesbourg
- 1015, boul du Lac, Lac Beauport
- 324, 1 Avenue, Stoneham
- 1177, boul. Pie XI sud, Val-Beaur
- 3355, de la Perade, Ste-Foy
- 200, St-Louis, Loretteville
- 4770, Ste-Genevieve, Neulchatel
- 135, Lamontagne, Que
- 595, boul. Charest-ouest, Que
- 2080, boul. Talbot, Charlesbourg
- 490, boul. de l'Atrium, Charlesbourg
- 222, St-Paul, Que
- 490, Notre-Dame, Charlesbourg
- 951, Cartier, Que
- 112, 1 Avenue, Stoneham
- 2664, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy
- 1594, boul. Talbot, Stoneham
- 320, de l'Eglise, Charlesbourg
- 2120, Pere Lelievre, Duberger
- 3245, 1^{er} Avenue, Que
- 2290, boul. Bastien, Neulchatel
- 1875, Notre-Dame, Ancienne-Lorette
- 8500, boul. Henri-Bourassa, Québec
- 1241, de l'Eglise, L'Ange-de-la-Gloire
- 6165, boul. Hamel, Ancienne-Lorette
- 1585, 10 Avenue, Lac St-Charles
- 1700, Jules Verne, Ancienne-Lorette
- 70, Georges Mier, Charlesbourg
- 860, boul. Charest est, Que
- 12635, boul. Hochelaga, Ste-Foy
- 3291, Chemin Ste-Foy, Que
- Pavillon Adrien-Pouliot, Cite Univer
- 1111, Ste-Foy
- Pavillon Charles de Koninck, Cite Univer
- 1111, Ste-Foy
- Pavillon-Louis-Jacques-Casault, Cite Univer
- 1111, Ste-Foy
- PEPS, Cite Universitaire, Ste-Foy
- 2750, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy
- 175, Racine, Loretteville
- 624, 3^e Avenue, Que
- 1201, 1^{er} Avenue, Que
- 4863, bou. Herme, Que
- 1268, Avenue Madeline, Ste-Foy
- 1500, d'Estimauville, Que
- 4243, St-Felix, Cap-Rouge
- 4605, boul. de l'Auvergne, Neulchatel
- 270, de l'Eglise, Charlesbourg
- 2828, Champfleury, Que
- 977, Cartier, Que
- 2012, Chemin St-Louis, Ste-Foy
- 2700, boul. Laurier, Ste-Foy

- *ALIMENTATION LAROCHE (METRO)
- ALIMENTATION LEMIEUX (BONICHOIX)
- *BOUCHERIE CARRIER INC (CANAL MARQUIS)
- CENTRE DU RASOIR
- CENTRE VIDON ST ROMUALD INC
- *COOP CONS TILLY (IGA ST-NICOLAS)
- DEPANNEUR DEBENS
- *EPICERIE JACQUES INC (ESTERON & SONS)
- *GESTION C BROUSSEAU (PROXII)
- *JEAN DENIS ROY (UNITOTAL)
- LES SUPERMARCHES J P INC (METRO)
- *MARCHÉ A J T INC (IGA)

- MATERIAUX J M INC (UNITOTAL)
- *MULTILUMINAIRE ENR
- *PHARMACIE MICHEL PLANTE (PROVIG)
- *PROVISOR ANDRE BOURDON (PROVISOR)
- RESTAURANT LA FLAMBEE (SAMBEL INC)
- SPORTS JEAN LAPORTE INC (SUPER CARNIVAL, LEVIS)
- *SUPERMARCHÉ A GAGNON CHARNY (METRO)
- SUPERMARCHÉ J P INC (METRO)
- *SUPERMARCHÉ J G FONTAINE (PROVIG)
- *T E B ST ROMUALD (EPICERIE, BOUCHERIE)

- BEAUPORT, COTE BEAUPRE
- ALIMENTATION A D R (IGA)
- *ALIMENTATION A FERRO INC (CANAL MARQUIS)
- *DEPANNEUR LEMIEUX ENR (PHARMACIE JEAN COUTUR)

- *METRO STE ANNE
- *PROVISIONS RICHARD INC
- SUPER CARNIVAL, BEAUPORT
- SUPERMARCHÉ ROLAND BERNIER INC (METRO)
- SUPERMARCHÉ ROLAND BERNIER (METRO)
- RADIO D'AUTO DE QUÉBEC

PORTNEUF

- *ALIMENTATION ST-RAYMOND
- *BOUCHERIE GINGRAS & FILS (MIRHEIN PARE (METRO))
- CLUB EN PARE ET LES LITTE (BONICHOIX)
- MARCHE D'ALIMENTATION (PROVIG)
- *MARCHÉ PLACE DONNACONA (METRO)
- METRO ST MARC
- QUINCA 1011
- QUINCAILLERIE MARCOTTE INC
- *SUPERMARCHÉ B M INC (METRO)
- SUPERMARCHÉ BEGARD (IGA)
- *VOYER & JOBIN (PROVIG ST RAYMOND)

CHAUDIÈRE

- ACCOMMODATIONS DES 4 CHEMINS (DEPANNEUR)
- ALIMENTATION BEAUCHEVILLE (METRO)
- ALIMENTATION CAMERON (DEPANNEUR)
- ALIMENTATION GUY ROYER (PROVIG)
- *ALIMENTATION M C P (IGA)
- ALIMENTATION BRIGANDINE INC (METRO)
- ALIMENTATION INC (ISSONDE)
- G F LABONTE INC (METRO)
- MARCHE B GAGNON INC (PROVIG)
- SUBSILLERIE J LEFFEVRE INC (RONA)
- *SAVOIE & NADEAU INC (PROVIG)

- 982, Rte Laqueux, St-Etienne de Lauzon
- 1355, Chemin du Lac, St-Romuald
- 798, Rte Kennedy, Pintendre
- 2140, 3 Avenue, St-Romuald
- 800, Cote du Passage, Levis
- 1040, boul. de la Rive-Sud, St-Romuald
- 845, Marie-Victorin, St-Nicolas
- 138, Avenue des Eglises, Ste-Anne
- 12, Rte Kennedy, St-Henri
- 111, Rte Kennedy, Ste-Anne
- 1144, Belleau, St-Lambert
- Boul. de la Rive-Sud, St-Romuald
- 1130, boul. de la Rive-Sud, St-Romuald
- 912, Commercial, St-Jean-Christophe
- 110, 3 Avenue, Pintendre
- 95, Rte Kennedy, Levis
- 130, Rte Kennedy, Rive-Sud, St-Romuald
- 2, Rte Trans-Canada, Levis
- 70, Rte Kennedy, Levis
- 70 A, Rte Kennedy, Levis
- 151, Cote du Passage, Levis
- 51, St-Louis, Levis
- 189, St-Georges, Levis
- 300, Cote du Passage, Levis
- 74, boul. Charles-Adelme, Levis
- 8032, avenue des Eglises, Charny
- 10716, boul. Ste-Anne, Ste-Anne de Lauzon
- 796, Rte Kennedy, Pintendre
- 210, de l'Eglise, St-Romuald

- 885, avenue Royale, Beauport
- 1050, avenue Larue, Beauport
- 24, avenue Royale, Beauport
- 3392, avenue Royale, Beauport
- 10376, boul. Ste-Anne, Ste-Anne de Lauzon
- Beauport
- 9749, boul. Ste-Anne, Beauport
- 3530, Mgr Gauthier, Beauport
- 3333, Clemenceau, Beauport
- 771, Avenue Royale, Beauport
- 600, Cambrome, Beauport
- 2000, Station, Beauport

- 333, Cote Joyeuse, St-Raymond
- 167, St-Pierre, St-Raymond
- 4404, boul. Fossambault, Ste-Catherine
- 895, Principale, St-Marcel des Carrieres
- 130, Rue Racette, St-Augustin
- 325, de l'Eglise, Donnacona
- 441, Principale, St-Marcel des Carrieres
- 205, St-Joseph, St-Raymond
- 757, Principale, St-Marcel des Carrieres
- 149, College, Pont-Rouge
- 169, Dupont est, Pont-Rouge
- 268, St-Joseph, St-Raymond

LOTBINIÈRE

- *ALIMENTATION ROCO (PROVIG)
- ALIMENTATION SETU (BONICHOIX)
- AROBEC INC
- EPICERIE CENTRALE ST AGAPT
- EPICERIE CENTRALE ST AGAPT (PROVIG)
- *MAGASIN COOP PLESSISVILLE
- *SUPERMARCHÉ LAROCHE (METRO)

- 170, boul. Laurier, Laurier Station
- 1209, Principale, St-Agapit
- 111, Principale, St-Agapit
- 1143, Gentienne, St-Agapit
- 111, Avenue, St-Agapit
- 1971, Blodeau, Plessisville
- 122, boul. Laurier, Laurier Station

AMIANTE

- ALIMENTATION BOLOUET & CARLANT (UNIPRIX)
- ALIMENTATION CHEZ VOUS (DEPANNEUR)
- ALIMENTATION MARCOUX INC (AXEP)
- CANADIAN TIRE
- GESTION ASTRAL INC (DEPANNEUR)
- MARCHE ST-NIEL
- MEUBLESRIE DUBOIS 1988 INC (JSDISCO)
- PIERRE DUSSAULT PHARMACIEN
- PIERRE DUSSAULT PHARMACIEN
- PHARMACIE DODIER
- PHARMACIE DODIER ET GRENIER
- PHARMACIE DODIER ET GRENIER
- PHARMACIE JULES & ROBERT (JEAN COUTUR)
- *SUPERMARCHÉ A GAGNON (METRO)
- *SUPERMARCHÉ A GAGNON (METRO)

- 166, St-Anne, Thetford Mines
- 390, St-Anne, Thetford Mines
- 312, St-Hubert, Black Lake
- 330, boul. Smith sud, Thetford Mines
- 1031, St-Anne, Thetford Mines
- 866, boul. Smith nord, Thetford Mines
- 1204, Notre-Dame, Thetford Mines
- 461, Dalrymple, Black Lake
- 130, 1^{er} Rue Ouest, Thetford Mines
- 530, boul. Smith sud, Thetford Mines
- 153, Notre-Dame, Thetford Mines
- 330, boul. Henriette, Black Lake
- 805, boul. Smith, Thetford Mines
- 426, Labbe, Thetford Mines
- 222, boul. Smith sud, Thetford Mines
- 330, boul. Frontenac, Black Lake

GRAND PORTAGE

- ALIMENTATION D & H INC (PROVIG)
- ALIMENTATION D & H INC (PROVIG)
- *DISTRIBUTION ARS DALLAIRE (UNIPRIX)
- *EPICERIE CHARLES KIDD (BONICHOIX)
- *EPICERIE MAUQUEL (METRO)
- *EPICERIE CLAUDE LEBEL (METRO)
- *EPICERIE MAILLOUX INC (PROVIG)
- JEAN LOUIS DUBÉ INC
- MAGASIN COOP
- MICHEL DARRIS VARIETES INC (JEAN COUTUR)

- 250, Hotel de Ville, Riviere-du-Loup
- 260, Hotel de Ville, Riviere-du-Loup
- 611, 1^{er} Rue, La Pocatiere
- 136, avenue de la Gare, La Pocatiere
- 615, 1^{er} Rue, La Pocatiere
- 342, Temiscouata, Riviere-du-Loup
- 298, Principale, St-Alexandre
- 748, boul. Theriault, Riviere-du-Loup
- 240, Lafontaine, Riviere-du-Loup

CÔTE DU SUD

- ARSENault ET D'ENTREMONT
- DEPANNEUR JACQUES ENR
- ENTREPRISES YVES GAIGNE (UNIPRIX)
- GESOPHARM INC
- MAGASIN COOP LA PAIX
- MICHEL DARRIS VARIETES INC (JEAN COUTUR)

- 101, boul. Tache-ouest, Montmagny
- 20, boul. Tache-est, Montmagny
- 1, boul. Tache-ouest, Montmagny
- 79, avenue de la Fabrique, Montmagny
- 321, Rte de l'Eglise, St-Jean-Port-Joli
- 75, boul. Tache, Montmagny

CHARLEVOIX

- ALIMENTATION DE COMPORTE (METRO)
- ALIMENTATION LAPORTE (PROVIG)
- *HENRI JEAN & FILS
- LIBRE SERVICE J M DUBOUR

- 1000, boul. de Compoite, La Malbaie
- 75, boul. Kene, La Malbaie
- 270, boul. Mailloux, La Malbaie
- 9, boul. Bellevue, Pointe-au-Pic

CÔTE NORD

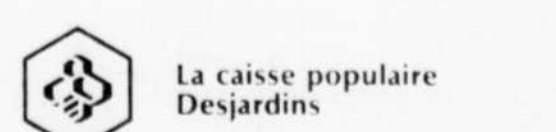
- ALIMENTATION PASCRINA INC
- CANADIAN TIRE
- DEPANNEUR LINE DESABY (PROVIG)
- EPICERIE BARANEUR LES BUSSONS ENR
- GAGNON PELLETIER
- GESTION COTE ET TREMBLAY (UNITOTAL)
- GESTION JACQUES BERUBE
- *MARCHÉ LASALLE INC (PROVIG)
- MARCHE MINIAN
- P BRETON PHARMACIEN
- PHARMAPHIX
- ROLAND TREMBLAY ET FILS (RONA)
- TRANSACTIONS C V N LTEE
- Sylvain Beaulieu INC

- 570, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 350, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 1065, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 107, chemin Principale, Les Buissons
- 6, Legendre, Bate-Comeau
- 972, de Bretagne, Bate-Comeau
- 194, boul. Laskar, Bate-Comeau
- 41, boul. La Salle, Bate-Comeau
- 1850, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 300, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 600, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 740, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 600, boul. Lafiche, Bate-Comeau
- 127, Rte 136, Chateaux d'Outarde

RIVE-SUD

- *ACCOMMODATION 20-32 ENR
- *ACCOMMODATION A 1 INC
- *ACCOMMODATION CHRIST-ROI
- ACCOMMODATION ST-GEORGES INC
- ALIMENTATION RAYMOND INC
- *ALIMENTATION GUY ROYER (PROVIG)

- 169, St-Georges, Levis
- 2505, Chemin du Fleuve, St-Romuald
- 212, St-Georges, Levis
- 126, St-Georges, Levis
- 86, Cote du Passage, Levis
- 283, Commercial, St-Henri



VIVRE COMPTANT

À l'approche de l'arrivée de Gorbatchev Les étudiants veulent faire la grève de la faim à Beijing

BEIJING (AP, AFP) — Le gouvernement chinois a demandé, hier, que le calme règne durant la visite de président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, mais des étudiants ont annoncé leur participation à une grève de la faim qui durera tant que les autorités du pays n'accepteront pas de discuter de réformes démocratiques.

Des étudiants de l'Université de Beijing et de deux autres institutions ont dit qu'ils se rendront aujourd'hui à la place Tian An Men pour commencer cette grève de la faim. Ils se sont engagés à la pour-

suivre tant que les autorités n'offriront pas d'ouvrir un « dialogue sincère » au sujet de leurs revendications.

Gorbatchev doit arriver, lundi à Beijing, pour le premier sommet sino-soviétique en 30 ans.

« Nous n'avons pas peur d'avoir faim », a déclaré Yang Zhao-hui, un militant de l'École normale de Beijing. « Nous irons jusqu'au bout ».

Depuis plusieurs semaines, les étudiants ont effectué plusieurs marches à Beijing pour revendiquer des réformes, en donnant en exemple celles mises de l'avant en Union soviétique par Gorbatchev.

Yuan Mu, porte-parole du gouvernement chinois, en dévoilant hier le programme de la visite du président soviétique, a déclaré que les autorités espèrent que les étudiants ne troubleraient pas le sommet.

En direct à la télévision

Par ailleurs, Yuan a indiqué que Gorbatchev s'entretiendra tour à tour avec les principaux dirigeants chinois, visitera la Grande Muraille de Chine et sera interrogé en direct à la télévision.

À l'issue du sommet scellant la normalisation des relations sino-soviétiques après 30 ans de brouille, le président soviétique se rendra également à Shanghai le 18 mai.

L'entrevue à la télévision constituera une première pour un dignitaire étranger en Chine.



« Punissez le Rushdie chinois »

Plusieurs milliers de musulmans chinois ont marché, hier à Beijing, pour protester contre la publication d'un livre calomniant, selon eux, le Coran, aux cris de « Punissez le Rushdie chinois ». Les manifestants ont défilé pendant plusieurs heures pour exiger le retrait du livre chinois, publié en mars, et qui associe notamment l'architecture des mosquées aux attributs sexuels de l'homme et de la femme. Toutes les minorités musulmanes de Chine étaient représentées à la manifestation qui avait été autorisée par les autorités.

Rushdie doit rester caché

LONDRES (Reuter) — L'auteur britannique Salman Rushdie demeure sous la protection de la police, trois mois après avoir été forcé d'aller vivre dans la clandestinité à la suite de menaces proférées par les autorités iraniennes.

Le président iranien Ali Khamenei a déclaré, jeudi, que la sentence de mort prononcée contre l'auteur pour ses écrits « blasphématoires » contre la religion musulmane était maintenue.

« La balle a été tirée », a déclaré Khamenei à des journalistes à Beijing. « Elle porte son nom et, tôt ou tard, elle va atteindre sa cible. »

« Nous ne savons pas où il vit, a déclaré un porte-parole de son agent littéraire Aitken & Stone. « C'est un secret. Nous lui parlons de temps en temps et il semble être bien, mais nous n'en savons pas plus. » L'auteur de 41 ans n'a pas été vu en public depuis que l'ayatollah Ruhollah Khomeiny l'a condamné à mort en février, pour son roman *Les Versets sataniques*.

Le mois dernier, Rushdie aurait pris part à un dîner à l'Université d'Oxford. Il aurait fui par une porte de service.

Retraite imminente de Deng

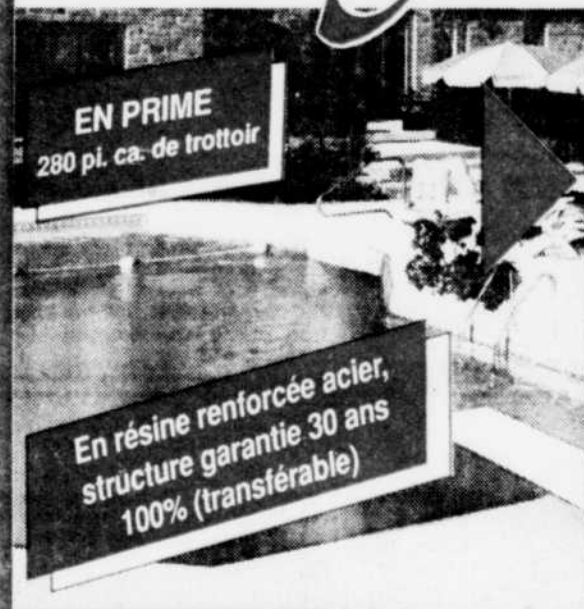
HONG KONG (AP) — Des journaux de Hong Kong ont rapporté, hier, que le leader chinois Deng Xiaoping se retirera de la politique après sa rencontre au sommet de la semaine prochaine avec le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Le Ming Pao Daily News, un journal reconnu pour la qualité de son information sur la Chine, a dit que le premier ministre chinois Li Peng avait confié les intentions de Deng lors de son entretien de mardi avec le président iranien Ali Khamenei.

Daily News, a dit que le secrétaire général du PC chinois, Zhao Ziyang, remplacerait Deng à la tête de la Commission militaire centrale, le seul poste majeur encore détenu par Deng.

Le journal n'a pas précisé si Zhao allait demeurer secrétaire général du PCC.

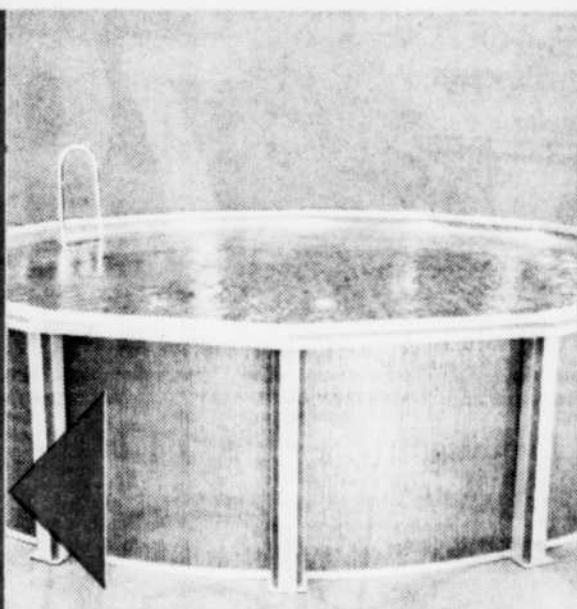
OUVERTURE DE MAGASIN CÉLÉBRATION



EN PRIME: 280 pl. ca. de trottoir.
Piscine creusée de 15' x 30' Modèle "RIO"
Avec filtre, écumoire, trousse d'analyse d'eau, aspirateur, échelle, boyau 1 1/2 po., manche télescopique, support à manche, époussette, drain de fond, 2 retours d'eau, plomberie.

En résine renforcée acier, structure garantie 30 ans 100% (transférable).

ENTIÈREMENT ÉQUIPÉE
9,999\$
INSTALLATION INCLUSE
AUCUN SOUS-CONTRACTANT!
À PARTIR DE
1,590\$



Recouverte de vinyle avec montants et rebords 6 po.
Piscine hors-terre
Avec filtre, écumoire, échelle, nécessaire d'entretien, manche télescopique, sable, crochet, thermomètre, plomberie.

Garantie 15 ans (mur et structure)



Ensemble en résine de synthèse pour patio
2 chaises #2020, 4 chaises empilables, table en résine #5050, parasol régulier super opaque 7 1/2', base en ciment, 6 coussins textiliens #2000 et #500.
Coussins inclus!

699⁹⁹\$
299⁹⁹\$
LE TOUT POUR SEULEMENT
999⁹⁹\$
QUANTITÉS ET CHOIX DE COULEURS LIMITÉS



Balancoire 985 EB
Avec coussins et toit #200T textiliens
Coussins inclus!

JUSQU'AU 14 MAI

SUPER SPÉCIAL
Chlore granule "HI-CHLON" 2/20 K
99⁹⁷\$ 2/20 K seulement

SPÉCIAL!
2 pour le prix de 1
ALGUECIDE
Formats 4L et 8L
Nettoyeur pour toiles de vinyle ou pour meubles de résine

TOILES SOLAIRES
Pour piscines hors-terre
à partir de **28⁹⁹\$**
Pour piscines creusées
à partir de **72⁹⁹\$**

TOILES EN VINYLE DE REMPLACEMENT
Pour piscines hors-terre
à partir de **128⁹⁹\$**
Pour piscines creusées
à partir de **499⁰⁰\$**

GAGNEZ UN VOYAGE À ROME
(Hôtel, voiture et séjour inclus)
* Les règlements du concours sont disponibles dans tous les magasins
TIRAGE: lundi 15 mai
au 510, Curé-Labelle à Fabreville (17h)
Coupons de participation disponibles dans tous les magasins
En collaboration avec Nestea et Aura-Tours

Nestea THE GLACE
AURATOURS

Master Card VISA
L'EXPÉRIENCE PAR EXCELLENCE
PIREVI
Heures d'ouverture
Lun. au ven. 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h (pour piscines seulement)

17 succursales pour mieux vous servir	Nouveaux Magasins	Franchises
Fabreville, Laval, 515, boul. Labelle, 622-9801	BOUCHERVILLE 1235 Ampère... 419-2411	Trois Rivières, 4445, boul. Roy, 373-6008
Ville Lemoyne, 2500, boul. Taschereau, 465-7701	ST-LÉONARD 5940 Métropolitain est	Sherbrooke, 1597, rue Gall, 825-1100
Châteauguay, 115, boul. St-Jean Baptiste, 998-2210		St-Jovite, 1525, route 117, 425-2711
Saint-Léonard, 6852, Jean-Tassin est., 256-7014		
Pierrefonds, 13101, boul. Courville ouest, 620-8740		
Pont-de-la-Tour, 11800, Sherbrooke est., 640-4500		
Boucherville, 1235, Ampère, 449-2411		

• Québec • Ottawa • Alma
• Jonquière • Chicoutimi

CARREFOUR PIERRE-BERTRAND 850, boul. Pierre-Bertrand, bureau 300 G1M 3K8, 682-9628

En Bref

■ Défaite pour l'OLP

GENÈVE (AFP/AP) — L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rejeté hier la candidature de l'Etat palestinien, par 83 voix contre 47 et 20 abstentions. Le représentant de l'OLP à Genève, Nabil Ramlawi, a attribué à une « conspiration » le rejet de cette candidature. Une résolution a reporté à l'an prochain l'examen de la demande palestinienne. C'était la première tentative de l'Organisation pour la libération de la Palestine de faire admettre l'Etat palestinien, créé en novembre dernier, dans une institution de l'ONU et de lui conférer ainsi une reconnaissance internationale. Les Etats-Unis avaient menacé de couper les vivres à l'OMS si l'organisation acceptait la candidature palestinienne.

■ 400,000 abeilles en folie

MOISSAC, France (AFP) — Un nuage de 400,000 abeilles s'est abattu mercredi soir dans un quartier de Moissac, attaquant des animaux domestiques, dont plusieurs ont péri, a indiqué hier le président des apiculteurs du département. Sans raison apparente et par vagues successives, elles ont quitté leurs huit ruches et ont assailli chiens, chevaux et animaux de basse-cour. Pendant plusieurs heures, les habitants ont assisté impuissants derrière leurs fenêtres à une scène terrifiante digne d'un film d'Hitchcock.

■ Sans cornes pour survivre

WINDHOEK (AFP) — Les rhinocéros noirs namibiens menacés d'extinction par le braconnage vont devoir vivre sans cornes pour sauver leur existence: Une opération consistant à couper leurs cornes afin d'arrêter leur massacre vient en effet de commencer dans le nord-ouest du territoire. La poudre faite à partir de corne de rhinocéros est très recherchée sur le marché asiatique en raison de ses prétendues vertus aphrodisiaques. Dans tous les pays africains où ils survivent encore, les rhinocéros noirs sont massacrés pour leurs cornes par des contrebandiers.

■ Lettres au cyanure

TOKYO (AFP) — Un groupe d'extrême-droite jusqu'à présent inconnu au Japon a envoyé des lettres de chantage contenant de la poudre de cyanure aux dirigeants des huit principales banques japonaises, leur enjoignant de cesser d'accorder des prêts à l'URSS, a annoncé la police hier à Tokyo. Le Japon fournit près de 40 % des prêts étrangers à l'Union soviétique.

■ Souhait d'Alfonsín

BUENOS AIRES (AFP) — Le président argentin Raul Alfonsín a exprimé le souhait que les Argentins votent « en liberté, sans peur et sans menaces », dans un message diffusé hier soir, à moins de deux jours de l'élection de son successeur à la tête de l'Etat. Le scrutin de demain est le premier depuis 38 ans à se dérouler selon les dispositions constitutionnelles.

Les Israéliens ont tué 423 Palestiniens

JÉRUSALEM (AFP, AP) — 423 Palestiniens, dont 77 de moins de 16 ans, ont été tués par des militaires ou des colons israéliens depuis décembre 1987, a rapporté hier le Centre d'information israélien sur les Droits de l'Homme dans les territoires occupés.

Sur ces 423 décès, 392 l'ont été par balles, dont 15 enfants de moins de 12 ans et 59 âgés de 13 à 15 ans. Trente et un Palestiniens, dont 3 enfants de moins de 12 ans, sont morts, pour leur part, après avoir été roués de coups par des militaires ou dans d'autres circonstances non précisées. Ces chiffres portent sur la période de décembre 1987 à la fin avril 1989.

Hier, un autre Palestinien a été tué à Gaza. Mahmoud Awad Akraa, 24 ans, a été atteint à la tête par une balle.

Par ailleurs, indique le centre, 70 Palestiniens, dont 27 bébés, sont morts peu après avoir inhalé des gaz lacrymogènes.

Ultramar
À LOUER
 Station-service à louer dans le Québec Metro.
 — Clientèle établie
 — Excellent chiffre d'affaires
 — Important volume d'essence
 Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à:
Guy Angers
 Ultramar Canada Inc.
 345, rue Fortin
 Ville-Vanier
 (Québec) G1M1B2

MicroBec
 Le centre d'imprimante
Star HP
Roland
Brother
Fujitsu
 1010, boul. des Capucins
 coin Canardière 529-6322

NOUVEAU RABAIS en devenant MEMBRE
MATÉRIEL COMPLET POUR FABRIQUER VINS ET BIÈRE À LA MAISON
 RÉDUCTION DE **10%** sur tous les concentrés de vin et de bière
LA BOUTIQUE DU VIN près de 20 ans d'expérience
 2584, boul. Père-Lelievre, Duberger
683-1454
 Lundi, mardi, mercredi: midi à 17h.
 Jeudi, vendredi: midi à 21h.
 Samedi: 10h à 15h.

JARDIN Tutti Frutti
 27-25 EMU/LOTUS #5066
 Resine de synthèse laquée.
 Garantie 3 ans.
 Blanche
 Rég. 95\$
7995\$
zip
 Québec
 Angle Boul. Hamel/Henri IV
 (418) 871 22 21
 Lévis, St-David
 677, route Trans-Canada (rte 132)
 (418) 835 15 73.

LAC BEAUPORT (bord du lac)

 Pour professionnels, maison ancestrale, restaurée selon tradition. Murs de pierres, 2 foyers, four à pain, grand terrain de 29000 pi ca., plage de sable, pergola, garage.
MICHELLE LAJOIE
IMMOBEC 849-3927

À L'ACCENT EUROPÉEN

LE STYLE KIT A* TOUT

59\$
 Lampe sur pied CLIC exclusive à KIT A, TOUT. Choix de couleurs.

79\$
 32" x 32"
 Table de salon QUEBEKO en mélaminé blanche ou noire.
 19" x 24" 59\$
 19" x 48" x 17" 69\$
 16" x 48" x 28" 89\$
 32" x 32" 79\$

239\$
39\$
 Lit condo AMISCO. Tube offert en plusieurs couleurs. (Accessoires de literie non compris).
 Lampe de table CLIC exclusive à KIT A, TOUT. Choix de couleurs.

LA BOUTIQUE KIT A TOUT

le réseau des boutiques KIT A, TOUT / Région de Québec

LÉVIS
 12, Charles-A.-Cadieux
 (418) 835-3971

QUÉBEC
 1240, boul. Charest ouest (près ave St-Sacrement)
 (418) 683-3698

QUÉBEC
 4094, boul. Ste-Anne (face à Nap. Boily)
 (418) 661-2138

QUÉBEC
 850, boul. Pierre-Bertrand sud
 (418) 683-0909

AMEUBLEMENT DE BUREAU FRC ENR.
 NEUFS ET USAGÉS
 VENTE ET LOCATION
 BUREAUX - CHAISES - CLASSEURS - TABLES - MACHINES À ÉCRIRE IBM - TABLETTES D'ENTRETÊT
 720, Saint-Vallier Ouest, Québec 683-2338

AVIS DE CONVOCATION
 Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des membres de la Caisse populaire de St-Dominique, Québec, se tiendra le mardi 30 mai 1989, à 20 heures, à la salle paroissiale de St-Dominique, (au sous-sol du monastère), située au 175, Grande-Allée Ouest, Québec.
 Veuillez noter que, lors des élections, une candidature ne pourra être proposée à l'assemblée que si un préavis, signé par un membre et contresigné par le candidat, en a été donné dans les délais et selon les règles affichées à la caisse.
 Au cours de cette assemblée annuelle, les membres seront appelés à se prononcer sur une modification des statuts de la caisse, touchant la dénomination sociale.
 Le règlement à être adopté par au moins les 2/3 des voix exprimées par les membres présents vise à modifier la dénomination sociale qui est actuellement: La Caisse populaire de St-Dominique, Québec, pour: Caisse populaire Desjardins de Saint-Dominique.
ORDRE DU JOUR
 1 - Ouverture de l'assemblée
 2 - Lecture de l'avis de convocation
 3 - Lecture et adoption de l'ordre du jour
 4 - Lecture et adoption du procès-verbal
 5 - Message du président
 6 - Présentation et adoption du rapport financier
 7 - Répartition des trop-perçus
 8 - Rapport du conseil de surveillance
 9 - Rapport de la commission de crédit
 10 - Elections
 11 - Vana: Modification des statuts de la caisse
 Bilan social
 Message du représentant de la Fédération
 12 - Questions et commentaires
 13 - Levée de l'assemblée
 Tous les membres sont cordialement invités à y participer.
La Caisse populaire de Saint-Dominique, Québec
 PAUL MARTEL
 Secrétaire
 Le 9 mai 1989

Offrez-vous des SCULPTURES DE PRESTIGE

Collection ZAGARA Signée par l'architecte ZANUSO

La dernière-née EBLA par l'architecte MOLINIS

CÉRAMIQUE D.E.C.O.R
 IMPORTATEUR-DISTRIBUTEUR
 4220, 3e Avenue Ouest
 Québec
627-0122

GRANDE OUVERTURE DE NOTRE CENTRE DES SOLDES

430, avenue Saint-Sacrement, Québec

VOICI QUELQUES EXEMPLES:

35 MAGNÉTOSCOPES PHILIPS	PROGRAMMABLES À L'ÉCRAN	rég. 449 ^{95\$}	397^{97\$}
59 MAGNÉTOSCOPES PHILIPS	4 TÊTES	rég. 499 ^{95\$}	457^{97\$}
6 TÉLÉVISEURS PHILIPS	21 POUCES STÉRÉO	rég. 579 ^{95\$}	477^{97\$}
8 TÉLÉVISEURS PANASONIC	28 POUCES STÉRÉO	rég. 1 099 ^{95\$}	947^{97\$}
9 MOBILIERS DE DÎNETTE	5 PIÈCES, DESIGN MODERNE, FINI BLANC	rég. 499 ^{95\$}	367^{97\$}
3 MOBILIERS DE SALLE À MANGER	5 PIÈCES, CHÊNE ET LAQUÉ BLANC	rég. 1 815 ^{95\$}	1 337^{97\$}
10 MOBILIERS DE CHAMBRE	MODERNES, MÉLAMINE BLANCHE, 5 MCX	rég. 1 645 ^{95\$}	1 057^{97\$}
3 MOBILIERS DE CHAMBRE	MODERNES, MÉLAMINE BLANCHE, 7 MCX	rég. 1 546 ^{95\$}	1 197^{97\$}
63 ENS. FAUTEUIL ET TABOURET	CHOIX DE COULEURS	rég. 199 ^{95\$}	97^{97\$}
20 RÉFRIGÉRATEURS	17 PIEDS CUBES, WESTINGHOUSE	rég. 849 ^{95\$}	797^{97\$}
<i>aussi, de nombreux échantillons de magasin:</i>			
1 CHAÎNE STÉRÉO SONY	160 WATTS TOTAL	rég. 569 ^{95\$}	477^{97\$}
1 SOFA ET FAUTEUIL SKLAR	TISSUS DE GRANDE QUALITÉ	rég. 1 499 ^{95\$}	997^{97\$}
3 SECTIONS DE BIBLIOTHÈQUE	GERVAIS, GRIS ET CHROME	rég. 595 ^{95\$}	317^{97\$} ch.
1 SOFA-LIT TYPE FLIP-FLOP	MODÈLE 3 PLACES	rég. 799 ^{95\$}	497^{97\$}
1 FAUTEUIL LA-Z-BOY	DE GRANDE QUALITÉ	rég. 609 ^{\$}	427^{97\$}
1 MOBILIER DE SALLE À MANGER	6 PIÈCES, FINI NOIR MODERNE	rég. 1 299 ^{95\$}	897^{97\$}

Aussi, de fantastiques bas
prix sur des centaines
d'articles non annoncés

DécoMeuble

Conditions: tous les articles de notre centre des soldes sont disponibles en quantité limitée, le choix sera donc décroissant, en fonction de la demande. La livraison de la marchandise en solde doit s'effectuer dans les 15 jours suivant l'achat.